

CAMINANDO

EN MARCHÉ!

VOL. 36, NO. 2 10\$

**Les mobilisations,
au-delà des obstacles**

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.



Coordination
Roselyne Gagnon

Comité éditorial
Adriana Raquel Aguilar Melo,
Roselyne Gagnon, Martha Gutierrez,
Rosalinda Hidalgo, Alexander Martínez,
Fernanda Sigüenza

Traduction
Joëlle Gauvin-Racine, Cécile Loriato,
Pierre Bernier, Éva Mascolo-Fortin,
Amelia Orellana, Anna Hodde,
Annabelle Bricault, Alexandra Trussart

Révision linguistique
Marie France Labrecque, Marie-Claude
Norris, Roselyne Gagnon, Marie-Eve
Marleau

Couverture
Liana Perez, 2022
www.lianaperez.com

Illustrations
François Émond, Liana Perez,
Simone Philpot, Lucia Ixchiu

Promotion et développement
Roselyne Gagnon, Thérèse Guay,
Marie-Eve Marleau, Éva Mascolo-Fortin,
Alexandra Parada

Conception graphique
Roselyne Gagnon

Impression
Katasoho

Boutique en ligne :
www.caminando.ca

Pour nous joindre
caminando@cdhal.org

Dépôt légal
Bibliothèques et Archives nationales
du Québec et du Canada

ISSN 1490-0661 (Imprimé)
ISSN 2563-6464 (En ligne)

ISBN 978-2-9819822-6-1 (Imprimé)
ISBN 978-2-9819822-7-8 (Pdf)

**Diffusion et distribution au Canada
francophone :**
Diffusion Dimedia,
539 Boul. Lebeau,
Saint-Laurent, Québec, H4N 1S2
514-335-3941.
<http://www.dimedia.com/>

CAMINANDO

NOVEMBRE 2022 • VOL. 36, NO. 2

Mise sur pied en 1980, la Revue Caminando est un outil de diffusion des luttes des mouvements sociaux et des groupes de base latino américains donnant la voix à des défenseur-e-s des droits humains et des personnes engagées et militantes à travers les Amériques. Elle présente des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine et les luttes pour la défense des droits et l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines et canadiennes.

WWW.CAMINANDO.CA

Caminando se veut une revue qui donne la voix à une diversité de personnes ayant différentes opinions. Les points de vue et analyses partagées par les auteurs-trices ne sont donc pas nécessairement celles du CDHAL.



Caminando est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP)
www.sodep.qc.ca | info@sodep.qc.ca

Caminando est disponible sur Érudit, EBSCO et EbscoHost.

Caminando est désormais présente sur Facebook :
facebook.com/revuecaminando

Caminando reçoit l'appui de la Société des Missions-Étrangères du Québec pour la production de Caminando, ainsi que pour son volet promotion et développement.

Caminando est publié par



Comité pour les droits humains
en Amérique latine (CDHAL)
2534 rue Dandurand
Montréal (Québec) H1Y 1S1, Canada
info@cdhal.org | www.cdhal.org



Pour vous abonner

TABLE DES MATIÈRES

- 4 **Éditorial**
*Marie-Eve Marleau
et Roselyne Gagnon*
- 6 **Équateur en grève : résistance
et répression, un appel à la
solidarité internationale**
Gladys Calvopiña Herrera
- 11 **Conflit social colombien :
qu'est-ce qui attend le
gouvernement de Petro
et Márquez ?**
*Projet accompagnement
solidarité Colombie (PASC)*
- 16 **Au Chili, la révolution continue,
malgré la campagne de peur,
la désinformation
et la pandémie**
Ricardo Peñafiel
- 18 **L'odeur de la bataille**
Sharon Pringle Félix
- 19 **Amour de manif**
Sharon Pringle Félix
- 20 **Déracinement et pandémie :
la lutte de Festivals Solidarios
au Guatemala et en exil**
*Lucía Ixchiú, Carlos Ernesto Cano
et Mélisande Séguin*
- 24 **Peuples autochtones :
autogestion et résistance face à
la pandémie et à la négligence
de l'État au Guatemala**
*Brigades de paix
internationales*



Illustration par Lucia Ixchiu

- 26 **L'espoir en image**
Andres Garcia
- 30 **Rêver en quarantaine**
Lucia Ixchiu
- 31 **La cohérence**
Lucia Ixchiu
- 33 **Déclaration panamazonienne
de Belém**
*10^e Forum social panamazonien
(FOSPA)*
- 36 **Femmes défenseuses de la terre
et de la vie : plusieurs luttes,
un seul combat**
*Alliance internationale
des femmes (IWA)*
- 38 **Hibiscus, Dahlia et Asclépiade**
Simone Philpot
- 40 **Mexique : Industrie minière,
pandémie et enrichissement.
À qui bénéficie la crise
sanitaire? Entrevue avec
Libertad Díaz Vera**
Rosalinda Hidalgo
- 45 **Choya, c'est aussi moi**
Ana Chayle

Éditorial

Marie-Eve Marleau
et Roselyne Gagnon

L’effervescence sociale et politique se fait sentir sur le continent de l’Abya Yala et amène un nouvel espoir. Malgré la pandémie et ses graves conséquences, on sent un vent de changement souffler. Les deux dernières années, passées entre confinement, restrictions et mesures autoritaires, semblent être derrière nous, mais les conséquences ont été nombreuses sur les communautés. Les inégalités sociales se sont creusées et la violence n’a guère cessé à l’égard des personnes défenseuses et des militantes qui sont sorties dans les rues et ont réinventé plusieurs formes de résistance. Assistons-nous à une effervescence collective qui serait porteuse d’un processus de changement et de transformation sociale tant espéré ?

De Petro-Márquez en Colombie, à Gabriel Boric au Chili et à Lula au Brésil, des gouvernements progressistes reprennent enfin le pouvoir, portés par cette vague effervescente de mobilisations sociales qui déferle sur l’Amérique latine depuis 2018.

En Équateur, les grèves nationales de 2019 et 2022 où la population a pris la rue contre des réformes menées au niveau politique, nous rappellent que seule la lutte sociale organisée permet de faire entendre ses demandes et défendre ses droits.

En Colombie, les mobilisations sociales entre 2019 et 2021 ont aidé à faire élire un gouvernement progressiste. Mais après l’effervescence de la victoire, il importe de se demander si le nouveau gouvernement sera réellement en

mesure d’apporter les changements promis et tant espérés par la population colombienne.

Au Chili, malgré les espoirs déçus par le refus de la nouvelle Constitution qui pourtant signifiait d’importants avancements pour les droits, notamment des Autochtones et des femmes, les mobilisations sociales ont tout de même permis ce processus de changement pour la première fois depuis la fin de la dictature.

Certains des textes de ce numéro nous rappellent que la lutte pour la dignité et la paix est loin d’être gagnée. Pendant la pandémie, le grand capital s’est enrichi, notamment les entreprises minières, protégées par les gouvernements sous le discours de services essentiels, comme au Mexique où l’on n’a pas hésité à qualifier cette situation de pandémie minière. Dans d’autres pays comme au Guatemala, un pays déjà meurtri par un génocide et la dépossession, depuis l’arrivée du gouvernement Giammattei en janvier 2020 et le début de la pandémie, la criminalisation des personnes défenseuses n’a pas cessé d’augmenter. Cette violence n’a toutefois pas réussi à faire taire les initiatives sociales, communautaires et politiques.

Tout au long de ce numéro, la poésie nous transporte dans les profondeurs des injustices et la portée des résistances. À travers le continent, des initiatives, rassemblements et alliances s’avèrent nécessaires, comme en témoignent le Forum social panamazonien et l’assemblée pancanadienne de

l’Alliance internationale des femmes dont nous entendrons parler dans ces pages. Partout, des femmes s’unissent pour mener les luttes environnementales, sociales, anti-impérialistes, antiracistes et antipatriarcales.

Cette année, Caminando est en plein bouillonnement. Tout nouvellement présente sur les réseaux sociaux, principalement sur Facebook, ce numéro est aussi le premier à être distribué à travers le Québec pour la toute première fois depuis sa création en 1980. La revue est désormais disponible en librairie aux quatre coins de la province de Québec par l’entremise de Diffusion Dimédia. En plus de nous avoir permis de rejoindre ce réseau de distribution, notre adhésion à la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) amène également l’occasion de réseauter et de positionner la revue comme outil essentiel d’éducation et de diffusion en français des luttes en Amérique latine à de nouveaux lectorats.

Avec cette édition, nous achevons quatre numéros ayant porté sur la pandémie de COVID-19. Nous avons voulu documenter cette période historique particulière, comme Caminando a toujours su le faire, ainsi que les impacts en Amérique latine où elle s’est avérée être dévastatrice, mais où elle a fait émerger des initiatives de solidarité et d’espoir. Nous ferons place en 2023 à deux numéros portant sur les impacts sur la santé, les femmes et les communautés de l’industrie minière canadienne en Amérique latine. Le prochain volume nous permettra de

faire état de la militarisation des territoires, de l’augmentation de la violence et de la présence du crime organisé, du discours post-pandémique et d’exploitation minière verte, mais aussi de l’autodétermination des peuples, d’expériences d’espoir, d’alternatives, de résistances, provenant de textes de personnes militantes et de communautés affectées.

Nous aimerions remercier toutes les personnes ayant généreusement contribué de près ou de loin à ce numéro : personnes autrices, illustratrices, traductrices, réviseuses, ainsi que les membres du comité éditorial. Les superbes illustrations des couvertures de ce numéro ont été réalisées par Liana Perez et nous la remercions pour son engagement et sa créativité.

Nous souhaitons souligner le précieux soutien de la Société des Missions étrangères qui appuie la production et le développement de la revue depuis 2019. Nous remercions également tous nos partenaires qui soutiennent financièrement la revue ou nous appuient pour en faire la promotion et la diffusion.

Lectrices, lecteurs, nous espérons que ce numéro vous plaira et attisera votre désir de solidarité avec les peuples et les mouvements sociaux qui luttent pour la vie et les territoires.

Bonne lecture !



Illustration par Lucia Ixchiu

Équateur en grève : Résistance et répression, un appel à la solidarité internationale

Gladys Calvopiña Herrera

Traduction par Alexandra Trussart

L'Équateur, à l'instar des autres pays d'Amérique du Sud, présente de hauts taux de pauvreté, de chômage et de sous-emploi, ce qui a mené à des niveaux élevés d'insécurité et de violence au cours des dernières années. De plus, l'exclusion sociale touche de façon disproportionnée certains groupes sociaux. L'Enquête nationale d'emploi, de chômage et de sous-emploi (*Encuesta Nacional Empleo, Desempleo y Subempleo*) montre clairement la distribution de la pauvreté selon l'auto-identification ethnique dans le pays¹ :

- » 43 % des Autochtones vivent dans une pauvreté extrême contre 5,6 % des Métisses blanc·he·s et 11 % des Afro-Équatorien·ne·s.
- » 59 % des Autochtones gagnent moins de 85 \$ par mois contre 22 % des Métisses blanc·he·s et 31 % des Afro-Équatorien·ne·s.

L'émigration est l'une des principales échappatoires aux problématiques sociales associées à la pauvreté dans le pays; ainsi, environ deux millions d'Équatoriennes et d'Équatoriens vivent à l'étranger, soit 11 % de la population².

Au début de l'année 2020 s'est ajoutée la pandémie de COVID-19, à laquelle le pays a répondu par une politique de peur et de contrôle afin d'imposer l'iso-

lement et une politique du « restez chez vous », et ce, bien que des milliers de personnes dans le pays n'aient pas de toit et que quatre millions de personnes vivent de l'emploi informel et dépendent du commerce de rue pour survivre³.

La lutte sociale comme réponse à l'exclusion et aux inégalités sociales

La lutte sociale en Équateur a des racines qui remontent au temps de la résistance autochtone durant la colonisation espagnole. Le mouvement autochtone en Équateur est devenu un acteur politique important dans les années 1990, mais l'organisation de celui-ci remonte à 1944 avec la création de la Fédération équatorienne des Autochtones (*Federación Ecuatoriana de Indios*, FEI).

Le grand soulèvement autochtone des années 1990, organisé par le biais de la Confédération des nationalités autochtones d'Équateur (*Confederación de Nacionalidades Indígenas de Ecuador*, CONAIE), a positionné le mouvement comme l'un des acteurs politiques les plus importants du pays, parfois même le seul capable de mobiliser et réunir les processus de lutte sociale au niveau national.

Au mouvement autochtone se greffent les demandes d'autres groupes sociaux exclus du pouvoir, comme les collectifs de femmes, les proches de personnes disparues, les organisations étudiantes, les travailleuses et travailleurs, les mouvements écologistes, etc. Ceux-ci ont trouvé dans le mouvement autochtone un véhicule pour mettre de

l'avant leurs demandes. Ces alliances, bien qu'elles se construisent autour de tensions et de désaccords, réussissent tout de même à consolider et fortifier les processus de lutte sociale et permettent de soutenir des milliers de personnes mobilisées dans les rues durant des jours, voire des semaines⁴.

Grève nationale 2019

En juin 2019, durant le mandat de Lenin Moreno, alors que María Paula Roma était ministre du Gouvernement et Oswaldo Jarrín était ministre de la Défense, une série de mesures d'austérité ont été mises en place dans le pays, en vertu des accords signés avec le Fonds monétaire international (FMI). L'une de ces mesures était de mettre fin aux subventions de l'État aux carburants, provoquant ainsi l'augmentation de leurs prix.

Cette augmentation du prix de l'essence aurait eu comme conséquence la hausse du prix de tous les produits de première nécessité qui en dépendent pour leur distribution à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

C'est dans ce contexte que la CONAIE a décidé de décréter la mobilisation dans tout le pays et déclarer une grève illimitée, avec pour principale revendication la dérogation au décret 883 sur l'augmentation du carburant. Les bases de la CONAIE se sont donc mobilisées à Quito, la capitale, pour faire pression sur le gouvernement et instaurer un dialogue dans le but de trouver des solutions.

La réponse du gouvernement a été de décréter l'état d'exception et d'envoyer les forces armées dans les rues.



Courtoisie de l'autrice

Les droits d'association et de mobilisation ont été suspendus à l'intérieur du territoire et de grands pouvoirs aux forces armées ont été donnés afin de réprimer et « rétablir l'ordre dans tout le territoire ». De plus, l'amnistie et la protection judiciaire a été accordée aux policiers, policières et militaires s'ils et elles étaient impliqué·e·s dans des incidents violents, incluant la mort de manifestant·e·s.

Après 18 jours de lutte dans les rues, la grève a pris fin à la suite d'une dérogation au décret 883, entraînant le maintien des subventions au carburant et la non-augmentation du prix du transport en commun. Onze personnes ont perdu la vie pendant la grève, la majorité d'entre elles étaient des manifestant·e·s non-armé·e·s, membres de communautés autochtones ou des jeunes issu·e·s de familles pauvres.

Grève nationale 2022

En juin 2022, pendant le mandat de Guillermo Lasso, alors que Patricio Carrillo est à la tête du ministère de l'Intérieur, le pays se soulève de nouveau lors d'une grève nationale. Cette fois-ci, le détonateur est l'augmentation du prix du billet des transports en commun. Après ce qui s'était passé pendant la grève de 2019 et craignant le pouvoir de mobilisation de la CONAIE, le gouvernement a détenu de façon arbitraire le président de l'organisation, Leonidas Iza. Celui-ci a été enlevé et emmené dans un lieu inconnu, dans une auto sans plaque, et détenu durant 15 heures sans que ses avocats ne puissent entrer en contact avec lui. Cet événement a exacerbé la grogne et l'indignation des gens qui sont sortis massivement dans les rues, non seulement à Quito, mais aussi dans tout le pays.

Le dirigeant a été libéré, mais la grève a continué et la CONAIE a fait part des dix revendications qu'elle souhaitait négocier avec le gouvernement : réduction des prix du carburant, garanties d'emploi et droits du travail, non-exploitation minière en territoires autochtones et respect des droits collectifs, entre autres.

La grève s'est conclue par des accords entre la CONAIE et le gouvernement pour mettre fin à l'augmentation du prix du transport en commun. De plus, les parties se sont engagées à mettre sur pied des tables de concertation pour chaque point de la liste de revendications. Celles-ci travailleront pendant six mois afin d'arriver à des résultats concrets face aux demandes populaires.

Cette fois, les mobilisations ont coûté la vie à six personnes, on a comptabilisé 77 violations des droits humains, 335 personnes blessées et 175 personnes

Les récentes mobilisations vécues dans le pays font partie d’un processus de lutte sociale qui a toujours existé en Équateur et qui a pris différentes formes selon la conjoncture économique et politique du moment.

arrêtées. Aucun membre de la police ni des forces armées ne figure parmi les personnes décédées, bien que le gouvernement affirme que 175 membres de la police ont subi des blessures⁵.

La recrudescence de la violence et la répression de l’État

Les récentes mobilisations vécues dans le pays font partie d’un processus de lutte sociale qui a toujours existé en Équateur et qui a pris différentes formes selon la conjoncture économique et politique du moment. Pourtant, plusieurs analyses s’entendent pour dire que les grèves de 2019 et 2022 ont été caractérisées par une répression brutale de la part de l’État, par le biais de la police et de l’armée.

Cette escalade de la violence et de la répression de la part de l’État face aux manifestations n’est pas propre à l’Équateur; nous l’avons aussi vue en Colombie et au Chili⁶, deux pays qui ont vécu des mobilisations sociales simultanées et qui ont rapporté un nombre alarmant de victimes. On a identifié en particulier des personnes blessées ayant perdu un œil à cause de l’impact de projectiles et de bombes lacrymogènes lancées directement au visage des manifestant-e-s par

la police. Pendant les grèves générales en Équateur, de multiples violations des droits humains se sont produites : intimidation, bombes lacrymogènes, tirs sur les manifestant-e-s, culpabilisation des victimes, blocage du signal Internet, manipulation de l’information et menaces envers des journalistes. Ce déploiement de violence et de répression a causé la mort de 11 personnes durant la grève de 2019 et de six personnes en 2022.

Face à l’impunité et au refus de l’État de reconnaître sa responsabilité dans ces crimes contre l’humanité, la CONAIE a appuyé la création de l’Association des victimes de la grève nationale « Inocencio Tucumbi » (Asociación de Víctimas del Paro Nacional « Inocencio Tucumbi »)⁷ ⁸ afin de demander réparation pour les familles des victimes.

Pour sa part, à la suite de sa visite en Équateur en octobre 2019, la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) signale dans son rapport :

Entre le 3 et le 13 octobre 2019, onze personnes auraient perdu la vie dans le contexte des manifestations sociales dans le pays. De ce nombre, l’information à disposition de la Commission indiquerait qu’au moins huit personnes seraient mortes de façon violente et/ou d’un usage disproportionné de la force de la part des agent-e-s de l’État. De même, trois personnes seraient mortes des suites de blessures causées par des présumés chutes ou coups. Selon les informations soumises par le Bureau de la protection du peuple (*Defensoria del Pueblo*), au moins 1340 personnes ont été blessées⁹.

Situation actuelle

Les deux dernières grèves nationales ont réussi à freiner les avancées d’une politique néolibérale dans le pays et à limiter le pouvoir de l’État, montrant ainsi la capacité d’organisation et d’union non seulement du mouvement autochtone, mais de tous les mouvements sociaux qui se sont alliés et ont soutenu la lutte dans les rues, alors que la répression était sans précédent.

La dérogation au décret 883 en 2019 et au décret 95 en 2022 sont des gains incontestables et ont été célébrés comme une victoire par toutes celles et tous ceux qui ont participé d’une manière ou d’une autre aux grèves nationales.

Bien que l’élément déclencheur des deux grèves ait été le prix du carburant et la hausse du prix du transport en commun, le contexte dans lequel ont été adoptées ces mesures et la problématique de fonds du pays constituaient les véritables enjeux pour la CONAIE. C’est pour cela que ses demandes avaient trait à la souveraineté territoriale des peuples autochtones et à la nécessité d’un changement dans le système économique du pays. Par exemple, une des demandes était que le gouvernement rende publics les accords avec le FMI.

Le 6 juillet 2022, l’Assemblée nationale a consenti à créer une Commission de la vérité qui sera présidée par le Bureau de la protection du peuple, afin d’enquêter sur les violations de droits humains qui ont eu cours pendant les grèves nationales de 2019 et 2022¹⁰.

Il n’y a pas eu de justice ni de réparation pour les familles des victimes jusqu’à maintenant.

Conclusions

Les dernières grèves en Équateur montrent que la seule façon pour les collectifs exclus du pouvoir politique et économique de participer à la vie politique du pays, faire entendre leurs demandes et défendre leurs droits, est la lutte sociale organisée. On doit aussi comprendre que ces processus sont extrêmement douloureux pour celles et ceux qui font face à la répression, la torture, l’emprisonnement et même la mort. Comme le dit le fils d’Inocencio Tucumbi, vivre le terrorisme d’État est un trauma collectif qui se compare à une guerre¹¹. Et pourtant, pour le peuple, c’est la seule option que laissent les pouvoirs nationaux et internationaux.

Par conséquent, ces victoires douloureusement acquises sont de courte durée, car tant que la géopolitique

considérera les pays du Sud comme des fournisseurs de matières premières et de main-d’œuvre bon marché, il y aura de la pression à intensifier l’activité minière, pétrolière et forestière¹², ce qui implique l’usage de la violence par l’État.

En juin 2021, le rapport de l’Alliance des organisations pour les droits humains en Équateur (Alianza de Organizaciones por los derechos humanos en Ecuador) a sonné l’alarme quant à la stigmatisation et la persécution constante de collectifs et de défenseur-e-s des droits humains. Dans 18 des 22 cas analysés, le harcèlement était lié à des industries extractives, avec la complicité de l’État¹³.

Si les relations de pouvoir nord-sud ne changent pas, nos démocraties demeureront fragiles et la vie des peuples, inconsidérée. Ce sont ces peuples-là même qui ignorent peut-être le jeu de la géopolitique, mais qui en subissent les conséquences¹⁴.

Notes

1 Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC) (2022). « Encuesta nacional de empleo, desempleo y subempleo », en ligne : <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiYTlzMjY2YmMTA0O-S00OGJhLWE1YzMtZTVhYTl1ZGRjMDc3IiwidCI6ImYxNTZhMmU4LWNhZWMTNDQwNi1iMG-FiLWY1ZTIOWJkYTExMjI9>.

2 Inmovilidad en las Américas (2020). « Situación en Ecuador », octobre-décembre, en ligne : https://www.inmovilidadamericas.org/_files/ugd/3ab384a8cd69f54d46417ca2643fe8f9822b5c.pdf.

3 Primicias (2022). « En dos años la informalidad sumó 400.000 personas », 10 janvier, en ligne : <https://www.primicias.ec/noticias/economia/informalidad-suma-personas/>.

4 Le gouvernement a accusé la CONAIE d’avoir reçu de l’argent du narcotrafic pour financer les grèves de 2019 et 2022, niant ainsi la solidarité de la rue, où se sont organisées des soupes populaires et des brigades santé. Même des migrant-e-s vivant à l’extérieur du pays ont envoyé de l’argent afin d’acheter de la nourriture et des médicaments pour les manifestant-e-s.

Voir EuropaPress (2022). « CONAIE rechaza las acusaciones de Lasso sobre la financiación del narcotráfico al paro nacional en Ecuador », 10 juillet, en ligne : <https://www.europapress.es/internacional/noticia-conaie-rechaza-acusaciones-lasso-financiacion-narcotrafico-paro-nacional-ecuador-20220710134738.html>.

5 Prensa Latina (2022). « Comisión de la verdad por las víctimas del paro en Ecuador », 6 juillet, en ligne : <https://www.prensa-latina.cu/2022/07/06/comision-de-la-verdad-por-las-victimas-del-paro-en-ecuador>.

Sans un nouvel ordre mondial et humain, la paix ne sera qu’une trêve entre deux conflits. Sans justice sociale, il n’y aura pas de paix durable, et sans justice, la vie des plus pauvres demeurera encore meilleure marché que la balle qui les tue, comme le disait Eduardo Galeano. Nous continuerons d’être témoin des convulsions sociales qui secouent les pays du Sud et s’ensuivront des vagues de migrant-e-s qui fuient la pauvreté, la violence et le désespoir, pour se heurter à des règles migratoires toujours plus strictes et des frontières toujours plus meurtrières.

La solidarité internationale est donc urgente, non seulement en tant que valeur humaine, mais aussi comme la seule position cohérente et éthiquement possible.

C’est dans ce contexte et cet ordre mondial que l’on doit comprendre les récentes mobilisations sociales en Équateur, mais aussi au Chili, en Colombie et dans d’autres pays du Sud, là où des jeunes, des femmes, des chômeuses-eurs et des

peuples autochtones mettent leur vie en jeu pour défendre leur droit à une vie digne et à la justice, ou comme on l’entend dans la cosmovision andine, pour rétablir le *sumac kawsay* : la plus belle vie possible. Cette vie, nous la méritons, car nous l’avons payée de notre sang et de nos mort-e-s.

Pas un mort de plus, État répresseur !

Le peuple en a assez, c’est pour cela qu’il se lève !

FMI, hors d’ici !

Ce sont dix points, pas dix sous !

Gladys Calvopiña Herrera est éducatrice populaire et interculturelle, et elle a travaillé dans l’éducation autochtone et les processus de mobilisation en Équateur. En 2017, elle a migré au Canada où elle fait partie de l’organisation féministe Femmes de diverses origines. Elle milite pour la justice pour les personnes migrantes et la reconnaissance des droits humains des minorités exclues dans la société.

paro nacional en Ecuador », en ligne : <https://www.telesurtv.net/news/asamblea-nacional-ecuador-comision-verdad-paro-nacional-20220706-0012.html>.

11 Kapari Comunicación (2020). Testimonio Inocencio Tucumbi [Page Facebook], en ligne : <https://www.facebook.com/RedKapari/videos/testimonio-inocencio-tucumbi/823384284871909/>.

12 Des compagnies minières canadiennes, chinoises et australiennes ainsi que des entreprises pétrolières étasuniennes ont des exploitations dans le pays.

13 Ruiz Agila, Gabriela (2022). « Humillaciones racistas y crímenes de lesa humanidad marcan el Paro Nacional en Ecuador », Pie de Página, en ligne : <https://piedepagina.mx/humillaciones-racistas-y-crimenes-de-lesa-humanidad-marcen-el-paro-nacional-en-ecuador/>.

14 L’Équateur a signé des accords avec Israël afin de recevoir de l’armement antiémeute et de la formation sur la sécurité et la lutte antiterroriste. On assiste à une criminalisation de la protestation sociale et les défenseur-e-s des droits humains sont considéré-e-s comme des terroristes, mettant ainsi leur vie en danger. María Taant et Mange Yeti, leaders amazonien-ne-s et défenseur-e-s de la nature, ont été assassiné-e-s en 2021. Leurs assassins n’ont pas été identifiés à ce jour.



Conflit social colombien : Qu'est-ce qui attend le gouvernement de Petro et Márquez ?

Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC)

Le 19 juin 2022, au deuxième tour du scrutin, Gustavo Petro et Francia Márquez remportaient les élections présidentielles en Colombie. Les analystes n'ont pas manqué d'enthousiasme : dans ce pays historiquement dominé par l'extrême droite, liée au narcotrafic, avec une grande propriété terrienne et un capital extractif, la toute première victoire électorale d'un président considéré de gauche apparaît comme une bouffée d'air frais. Cette victoire n'est pas non plus sans effet à l'échelle continentale, où, depuis la prise de pouvoir le 7 août 2022, Petro a rejoint les rangs des autres présidents de gauche d'Amérique latine — Gabriel Boric au Chili, Pedro Castillo au Pérou et Luis Arce en Bolivie. Avec la victoire de Lula au Brésil le 30 octobre 2022, plusieurs espèrent le retour d'un cycle de gouvernements progressistes en Amérique latine. La Colombie, pays depuis longtemps piloté par une politique inféodée aux intérêts américains, pourrait maintenant occuper une position de choix dans la lutte contre le néolibéralisme. Le vent aurait-il enfin tourné ?

Scénario de crise sociale multiforme

Quoi qu'en disent les enthousiastes, les problèmes inhérents au contexte latino-américain demeurent. Le modèle de développement propre à l'impérialisme continue de produire ses effets délétères : alors que les profits des grandes industries sont rapatriés vers les États-Unis, le Canada et la Chine, les classes populaires d'Amérique du Sud encaissent durement

les coûts écologiques et la précarité de leurs conditions de travail. Dans le cas colombien, l'élection de Petro et Márquez ne peut faire disparaître magiquement les problèmes de base, notamment en ce qui concerne la présence du grand capital extractif qui pille les ressources des terres traditionnelles autochtones, afro-descendantes et paysannes. Sans parler de la présence du paramilitarisme (lié à la grande propriété terrienne) et de l'activité des groupes de narcotrafiquants comme celui du Clan del Golfo, autodésigné comme le groupe « Autodéfense Gaitaniste de Colombie » (AGC).

Dans le contexte de luttes de classes déjà exacerbées par la pandémie (en témoignent les mobilisations de 2019-2020 et celle du *Paro nacional* de 2021), il faut maintenant ajouter la réalité de la guerre en Ukraine, un fait désormais bien connu du public : le conflit rend incertaine la distribution d'intrants agricoles dans plusieurs pays du Sud global et alimente une inflation galopante à l'échelle internationale. Trouver le pain quotidien devient rapidement impossible pour des millions de personnes et ce n'est qu'une question de temps avant que les famines soient déclarées. Le très réactionnaire FMI disait d'ailleurs s'inquiéter de « risques de troubles sociaux » causés par la hausse mondiale des prix.

Ici se noue un scénario de crises multiformes qui combine les aspects économiques, environnementaux et alimentaires. En Colombie, là où le bât blesse, c'est en ce qui concerne sa dépendance directe à l'égard du secteur pétrochimique russe : le pays importe plus de 233 millions \$ US

en fertilisants agricoles par an, sur une facture d'importation de biens de 533 millions \$ US¹. On assiste à une véritable flambée des prix des denrées alimentaires, avec une augmentation moyenne de 20 % du panier d'épicerie, hausse qui peut être encore plus drastique dans le cas de produits de bases, comme la pomme de terre qui a connu une augmentation de 140 % entre 2016 et 2022².

Plus que jamais, des réformes structurelles sont nécessaires pour endiguer les symptômes de la crise à venir. En attendant, les classes populaires — d'origine paysanne, autochtone, afro-descendante et ouvrière — sont tenues dans un goulet d'étranglement. Leur pouvoir d'achat fond comme neige au soleil face à l'inflation et la dévalorisation accélérée du *peso* colombien. Les défis à relever sont énormes. Petro et Márquez n'ont d'autre choix que d'effectuer un véritable tour de force, bâtir ce que peu de gouvernements de pays appartenant au Sud global n'ont pas encore réussi : une économie autocentrée qui contourne la dynamique polarisante du capitalisme. La campagne colombienne a fortement besoin d'une réforme agraire et la ville d'une politique industrielle ayant la capacité d'intégrer les forces de travail, sans quoi elles seront toujours rejetées dans l'économie informelle, aujourd'hui établie à près de 58,1 % de la population active³.

Quel est le rôle du mouvement populaire face à ces problèmes brûlants ? Maintenant qu'un gouvernement de gauche a pris le pouvoir, doit-il attendre sagement son dû, ou s'engager dans une dynamique de lutte pour s'assurer que la marchandise soit livrée ?

Stratégie actuelle du gouvernement et horizon de développement

Le gouvernement de Petro et Márquez est décidément conscient de ces enjeux. Cependant, il a renoncé à les attaquer de front. Persuadé que la Colombie aurait tout à perdre d'un bras de fer avec les capitalistes et propriétaires terriens, le gouvernement central opte donc pour une politique de compromis social selon la stratégie d'un « *Frente amplio* », qui cherche à lier les éléments progressistes du capital avec les classes subalternes en vue de former un front national populaire. L'accent est mis sur les fondements de l'unité nationale et de la démocratie, au détriment de la dynamique conflictuelle propre à la lutte des classes.

Quelques conditions matérielles permettent cette alliance de classes, et c'est sur ce levier que s'appuie la stratégie du *Frente amplio*. Il est dans l'intérêt des secteurs plus progressistes de la bourgeoisie colombienne — que l'on identifie à la figure de l'ex-président Juan Manuel Santos (2010-2018) — de développer l'économie nationale sur des bases capitalistes. Ces dernières souhaitent ainsi « développer les forces productives », selon la formule consacrée, c'est-à-dire formaliser l'économie, industrialiser le pays et en finir avec la subordination aux grands propriétaires terriens, base de l'ex-président Uribe (2002-2010). C'est un programme qui peut coïncider, par le jeu des circonstances, avec celui des classes populaires dont la lutte contre la propriété foncière et le paramilitarisme est, jour après jour, une question de survie.

C'est cette alliance de classes qui a rendu possible l'élection de Petro et Márquez et qui explique aussi l'orien-

tation politico-économique de son gouvernement. En effet, les ministères de l'Intérieur et des Finances qui sont les plus importants et nécessaires pour mettre en marche son programme sont aux mains de personnes de confiance de l'ex-président Santos, des libéraux ayant une certaine sensibilité sociale, des néokeynésiens. Le reste du cabinet possède une composition assez éclectique. On est loin d'une formation qui concentre les forces les plus à gauche du *Pacto histórico* ; si l'on a en effet octroyé des positions de ministres à María Susana Muhamad (Environnement), militante et doctorante proche des mouvements sociaux, et à l'artiste engagée Patricia Ariza (Culture), on retrouve néanmoins des cas comme celui d'Alejandro Gaviria (Éducation), politicien depuis longtemps connu comme un apôtre du néolibéralisme. Quelques autres personnalités conservatrices ont des rôles assez importants dans le cabinet Petro-Márquez. Dans cette stratégie d'unité, on peut croire que l'objectif était d'anticiper les attaques frontales de l'extrême droite.

Toujours est-il que pour appliquer cette stratégie d'union tactique, Petro doit aussi promettre des gains au groupe qui dominera le mouvement du *Frente amplio*. En somme, le modèle ne peut que répondre partiellement aux aspirations des classes populaires et devra suivre le modèle du « néodéveloppementalisme » (*neodesarrollismo*). Ce modèle, comme le décrit C. Katz, propose de suivre l'exemple de l'Asie du Sud-Est, à savoir une plus grande intervention économique de l'État, une réduction de l'écart technologique, en plus d'une reprise démocratique des institutions⁴.

Contrairement au développementalisme classique, il s'engage aussi dans une collaboration avec l'agro-industrie, comme nous le verrons ci-après. Il s'éloigne inévitablement de la perspective critique de la polarisation entre centre et périphérie⁵.

Et maintenant la paix ?

On ne peut ici résumer la profondeur historique du conflit armé colombien. On peut seulement soulever qu'en raison de la politique belliciste de l'ex-président Iván Duque (2018-2022), l'accord de paix signé en 2016 avec la guérilla des FARC a été déchiré. La démobilisation n'a été que partielle, et son échec a été alimenté par une recrudescence des assassinats politiques commis par les Bacrim (bandes criminelles émergentes), groupes armés ayant des liens avec le paramilitarisme.

De ce point de vue, on ne peut que saluer la présence de Danilo Rueda — un défenseur des droits humains de renommée internationale qui a favorisé les dialogues de paix depuis plusieurs décennies —, au poste de haut-commissaire pour la paix. Phénomène exceptionnel pour la politique colombienne, on peut aujourd'hui apprécier sur les plateaux de télévision la présence d'un militant en faveur de la paix, proche des mouvements sociaux, et qui s'exprime au nom du gouvernement. À la mi-septembre, lors d'une entrevue diffusée aux heures de grande écoute, Danilo Rueda a annoncé que la paix se construit en répondant aux besoins de la population, en éradiquant la misère et en assurant des mécanismes de participation efficaces. Son équipe s'est d'ailleurs lancée dans un véritable marathon de dialogues régionaux afin

de construire un « Plan national de développement », basé sur les besoins exprimés directement par la population. Ces mécanismes sont novateurs et répondent aux demandes historiques des mouvements sociaux. Sur le terrain, la quantité de massacres et d'assassinats de personnes militantes et d'ancien-ne-s combattant-e-s ne cesse d'augmenter. Une large coalition d'organisations appelle d'ailleurs à une mobilisation nationale pour la défense de la vie.

Néanmoins, la réponse du gouvernement Petro-Márquez à la question de la paix demeure insuffisante. L'Armée de libération nationale (ELN), guérilla d'obédience guévariste, est toujours très active dans plusieurs régions du pays. Plutôt que de procéder comme au temps des accords de paix avec les FARC, en s'asseyant avec les combattant-e-s et en amorçant un processus de négociation, Petro semble s'en remettre à sa propre personnalité pour « abréger » le conflit armé. Son raisonnement est simple : puisque la guerre était un produit de politiques réactionnaires, et qu'un homme progressiste est aujourd'hui au pouvoir, pourquoi s'ennuierait-il avec des négociations ? C'est une lecture qui manque de sérieux et de pragmatisme politique. Le désarmement ne peut être que planifié dans le cadre d'un processus de réintégration à la vie civile.

La crise alimentaire et le problème de la réforme agraire

Par ailleurs, les revendications des organisations paysannes, telles que la Coordinador Nacional Agrario (CNA), invoquent depuis toujours un projet de réforme agraire qui permettrait d'établir l'autosuffisance alimentaire sur le plan national. Cela répondrait à une multiplicité d'enjeux fondamentaux du pays : une distribution équitable de la terre et une production suivant un plan de développement agroécologique, l'endiguement de la violence politique orchestrée par les groupes d'extrême droite et, finalement, la construction d'un modèle économique autocentré qui contournera le marché international. Cependant, les premières déclarations de la ministre de



Photographie par Dany Blanco



Photographie par Dany Blanco

l’Agriculture laissent craindre un projet typique de modernisation, c’est-à-dire une industrialisation du monde rural confiée à des entrepreneurs. Ce modèle n’est que marginalement adapté aux attentes paysannes qui, certes, espèrent des investissements ou des gains en machinerie, mais veulent surtout développer l’espace rural à partir de leur structure organisationnelle existante. Cela implique de respecter la propriété paysanne et de reconnaître la paysannerie comme un sujet politique distinct.

Plus préoccupant encore, le 30 août, 23 jours après la prise de pouvoir, on a vu Francia Márquez aux côtés des ministres de la Défense et de la ministre de l’Agriculture, ainsi que de Giovanni Yule, leader autochtone chargé de l’agence nationale des terres. En tant que personnages politiques professionnels, ils ont lancé un ultimatum de 48 heures aux « envahisseurs de terres ». Il s’agissait d’un appel au respect de la propriété privée et l’annonce imminente d’une intervention policière. L’intervention ne s’est pas fait attendre ; l’antiémeute tirait dès le lendemain des munitions qui avait déjà coûté des vies

dans le passé, sur les terrains occupés pour la libération de la terre mère, une vaste occupation territoriale de la garde autochtone du Cauca, un collectif de renommée internationale. Les réactions du camp populaire ne se sont pas non plus fait attendre : des centaines de communautés paysannes, autochtones et afro-descendantes qui occupent des terres aux quatre coins du pays ont pris la parole sur les réseaux sociaux pour expliquer que l’occupation de terres était un moyen légitime de mettre en œuvre une réforme agraire attendue depuis des siècles dans un pays où la concentration de la terre est extrême depuis les premiers temps de la colonisation. Encore aujourd’hui 81 % des terres appartiennent à 1 % de la population⁶.

De voir Francia Márquez défendre les producteurs de canne à sucre, d’huile de palme et d’autres méga-monocultures sur des terres usurpées à travers l’utilisation de la violence a été douloureux pour cette Colombie des périphéries qui voyait dans sa nouvelle vice-présidente le symbole du changement.

Le problème du pétrole

Le gouvernement a proposé la décarbonisation de l’économie et la transition énergétique ainsi qu’un changement de modèle de développement afin de diminuer sa dépendance aux énergies fossiles ou aux revenus extractifs. Il donne la priorité au moratoire minier, à la réforme du code minier, à l’interdiction de la fracturation hydraulique, entre autres. Avec le soutien de la coalition du gouvernement au parlement, il a présenté un projet de loi interdisant la fracturation hydraulique, en plus de l’exportation et l’exploitation de gisements non conventionnels.

Au Congrès, de nombreuses initiatives législatives sont en cours, certaines menées par des organisations sociales, notamment sur les mécanismes de participation environnementale. Cependant, il est déjà clair que le slogan de campagne clamant « la fin de l’exploitation pétrolière » n’est pas une possibilité immédiate, quoiqu’elle soit à terme inévitable. La Colombie, à la différence du Venezuela, n’a que peu de

Il est fondamental que, malgré la crise qui s’intensifie, les franges de la population les plus démunies puissent bénéficier des effets positifs attendus du programme du gouvernement, sans quoi il sera difficile d’obtenir leur soutien dans le but de maintenir ce processus de changement.

réserves pétrolières et n’aura donc d’autre choix que de remplacer le pétrole par d’autres sources renouvelables, comme l’a déjà entrepris Ecopetrol, l’entreprise d’État en partie privatisée.

Du côté du syndicat pétrolier de l’Union syndicale ouvrière (Unión Sindical Obrera, USO), les membres ont fait valoir des revendications claires : participation du syndicat au conseil d’administration de l’entreprise, nationalisation, et transition. On met aussi en doute l’usage du concept de « transition » quand ce qui est au programme, c’est uniquement la diversification des sources énergétiques, mais sans une réduction de la consommation et sans planification d’une transformation de la matrice énergétique. Les relations entre Ecopetrol et le syndicat sont tendues, l’assassinat du président de la section locale de Barrancabermeja le 10 septembre a provoqué des mobilisations et l’occupation de la raffinerie pendant 48 heures. L’entreprise a décidé de réagir en sanctionnant les syndicalistes et en coupant les salaires aux travailleurs, ce qui a envenimé le climat de négociations et prolongé les manifestations.

La Centrale Unitaire du Travail (CUT) a envoyé un message clair lors d’une conférence nationale : la concertation, réclamée par le patronat, doit passer par l’abolition de toutes les mesures régressives qui vont à l’encontre du droit du travail imposé unilatéralement pendant les 30 dernières années.

Les mobilisations « Parar para avanzar »

Les mobilisations des dernières années avaient pour slogan de « tout arrêter pour avancer » (*parar para avanzar*). Il semble maintenant probable qu’il faudra se battre pour arracher au gouvernement de coalition les revendications historiques des mouvements sociaux, tout en soutenant les initiatives nécessaires à leur mise en œuvre. L’ensemble du plan d’investissement social du gouvernement est suspendu au projet de réforme fiscale qui devrait financer une partie des promesses électorales. Ce sera le premier test du pari de Petro. Le ministre de l’Intérieur en a même appelé à la mobilisation citoyenne pour défendre cette réforme. Il est fondamental que, malgré la crise qui s’intensifie, les franges de la popu-

lation les plus démunies puissent bénéficier des effets positifs attendus du programme du gouvernement, sans quoi il sera difficile d’obtenir leur soutien dans le but de maintenir ce processus de changement. Pendant ce temps, les classes populaires colombiennes subissent les aléas du marché mondial et les malheurs de l’impérialisme. Les contradictions s’intensifient et c’est à elles de les affronter à bras-le-corps.

Le **Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC)** est un collectif basé au Canada qui est né à la suite des grandes mobilisations contre la Zone de libre-échange des Amériques. Depuis 2003, le PASC réalise de l’accompagnement auprès de communautés et organisations colombiennes et diffuse de l’information sur les mouvements sociaux colombiens tout en dénonçant les intérêts canadiens impliqués dans le conflit social et armé en Colombie. L’accompagnement international représente pour le PASC un moyen de transférer nos privilèges canadiens aux mouvements et communautés en résistance.

Référence

Correa Prado, Fernando (2022). The Ideology of Development, the Marxist Theory of Dependency, and the Critique of the Popular-Democratic Strategy. *Latin American Perspectives*, vol. 49, no. 1, p. 138–152

Notes

1 El Espectador (2022). Conflicto en Ucrania: ¿le puede pegar a los costos de los alimentos en Colombia? En ligne : <https://www.elespectador.com/economia/finanzas-personales/crisis-en-ucrania-le-puede-pegar-a-los-costos-de-los-alimentos-en-colombia/>.

2 DANE (2022a). Variación anual del IPC [Twitter]. En ligne : https://twitter.com/DANE_Colombia/status/1490021221693636611

3 DANE (2022b). Boletín Técnico: Ocupación informal. Trimestre móvil junio-agosto 2022. En ligne : https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech_informalidad/bol_geih_informalidad_jun22_ago22.pdf.

4 Katz, Antonio (2022). « The Cycle of Dependency 50 Years Later ». *Latin American Perspectives*, vol. 49, no. 2, p. 2–23

5 Katz, Antonio (2015). « ¿Qué es el neodesarrollismo? Una visión crítica. Argentina y Brasil ». *Servicio Social & Sociedad*. no. 122, p. 224–249

6 Guereña, Arantxa (2017). « Radiografía de la desigualdad. Lo que nos dice el último censo agropecuario sobre la distribución de la tierra en Colombia ». *Oxfam America*, en ligne : <https://www.oxfam.org/es/informes/radiografia-de-la-desigualdad#:~:text=De%20acuerdo%20a%20los%20%C3%BAltimos,pasaron%20a%20ocupar%2047%20millones>.

Au Chili, la révolution continue, malgré la campagne de peur, la désinformation et la pandémie

Ricardo Peñafiel

Au Chili, une véritable révolution a commencé le 18 octobre 2019, avec un soulèvement populaire qui, pendant des mois, mettra en échec le gouvernement de droite de Sebastián Piñera, au point de le contraindre à proposer un processus démocratique de changement constitutionnel. Le mouvement de contestation sociale s’est poursuivi malgré la pandémie, mais une campagne de peur et de désinformation menée par la droite et le centre a ralenti le processus de changement en empêchant la ratification de la proposition de nouvelle Constitution lors du plébiscite du 4 septembre 2022.

C’est avec stupéfaction que plusieurs spécialistes et défenseur·e·s des droits ont constaté la victoire du « refus » (*rechazo*) au plébiscite sur la proposition de nouvelle Constitution au Chili par une confortable marge de 62 % contre 38 %. Malgré les sondages qui prédisaient depuis des mois cette défaite de l’« approbation » (*apruebo*), plusieurs éléments permettaient d’entretenir un doute sur ce résultat.

D’abord, les méthodologies non probabilistes utilisées par ces sondages ne semblaient pas représentatives de l’électorat. Les enquêtes d’opinion s’étaient trompées d’environ 20 % au plébiscite d’entrée (le 25 octobre 2020), en prédisant un appui d’à peine 60 % à la proposition d’une Convention constituante « élue » (plutôt que mixte : 50 % de parlementaires et 50 % de nouveaux élus), alors que plus de 79 % de l’électorat a voté en faveur de cette option. De même, lors de la campagne présidentielle, les sondages prédisaient un coude

à coude au deuxième tour, alors que le candidat de gauche et ancien leader du Printemps étudiant de 2011 s’est imposé avec près de 56 % des voix, soit un écart de plus de 13 %.

Au-delà de ces biais systématiques des maisons de sondage et des médias de masse, il paraissait impossible que ce désir changement – porté par le soulèvement populaire débuté le 18 octobre 2019 et confirmé par près de 80 % de l’électorat lors du plébiscite d’entrée – ait pu fondre à un tel point. Impossible, surtout si on prend en considération le fait que le projet de nouvelle Constitution répondait pratiquement point par point aux doléances exprimées lors des manifestations massives de 2019-2020 et des Assemblées constituantes populaires (*Cabildos Abiertos*). D’ailleurs, grâce au mécanisme de participation citoyenne aux travaux de la Convention (Initiative de norme populaire), 77 projets de normes ont été présentés, recueillant près de 2 millions de signatures, permettant ainsi de refléter les aspirations de la population.

La négativité et la positivité

Pourtant, c’est sans doute là que résident le paradoxe et le problème qui ont conduit au refus d’une des meilleures constitutions démocratiques au monde. Si 80 % de Chilien·ne·s se rejoignaient (et se rejoignent encore) autour de leur opposition à la Constitution dictatoriale et néolibérale de Pinochet (négativité), cela ne signifie pas qu’ils et elles étaient d’accord (positivité) avec une série d’avancées sociales proposées par la Convention constituante concernant les droits des femmes (notamment reproductifs), des peuples autochtones, des personnes migrantes, la diversité de genres, de la nature, etc.

L’unité nationale et la plurinationalité

L’un des éléments les plus clivants du projet de nouvelle Constitution a été la proposition de définir le Chili comme un État plurinational, reconnaissant aux peuples autochtones une série de pouvoirs et d’autonomies en réparation d’une dette historique de plus de 500 ans de colonialisme. Cette plurinationalité, qui est davantage la norme que l’exception (puisque’il y a beaucoup plus de nations que d’États dans le monde), a été volontairement mésinterprétée par la propagande de droite et de centre comme une destruction de l’unité du Chili et la création de « privilèges » faisant des Autochtones des citoyen·ne·s de première catégorie et les autres de deuxième.

Par exemple, l’autonomie juridique accordée aux peuples autochtones a été présentée dans les campagnes de désinformation comme une garantie d’impunité pour les Autochtones commettant des crimes. Le droit des Autochtones à la consultation et au consentement libre et éclairé pour des projets affectant leurs droits a été assimilé à un droit de veto leur permettant de bloquer toute réforme constitutionnelle. L’autonomie territoriale leur permettrait de faire sécession et même d’annexer des territoires considérés autochtones...

Les campagnes de désinformation

De même, en ce qui concerne pratiquement tous les principes constitutionnels, la propagande de droite circulant tant dans les médias sociaux que dans les médias de masse (contrôlés par une poignée d’oli-

garques) a déformé systématiquement toutes les propositions de la Convention constitutionnelle. Le droit des femmes à disposer de leur corps a été présenté comme le droit d’avorter jusqu’au 9^e mois (selon le candidat déchu au deuxième tour des présidentielles, José Antonio Kast). Le droit à un logement digne a été considéré comme une remise en question du droit de propriété. La reconnaissance de droits à la nature et aux animaux a été mésinterprétée par des associations de fermiers comme une menace à l’élevage et l’abattage. Le droit à l’eau s’est transformé dans les *fake news* en un monopole étatique sur l’eau, « qui pourrait te retirer ce droit quand bon lui semble, sauf si tu es autochtone ». Des avions transporteraient des centaines d’Haïtien·ne·s et de Vénézuélien·ne·s pour qu’ils et elles viennent voter en faveur du plébiscite. Le Chili deviendrait un État « bolivarien » imposant le « marxisme culturel ». La police serait abolie et l’armée placée sous tutelle. L’État serait le seul pourvoyeur de tous les services, éliminant les écoles et les cliniques privées et s’appropriant des fonds individuels de retraite. La nouvelle Constitution éliminerait le nom de la « République du Chili, notre drapeau, notre hymne, nos emblèmes et même la *cueca* [danse nationale] ». Et ainsi de suite...

Aussi, après avoir discrédité les activités de la Convention constituante tout au long de ses travaux – montant en épingle des cas anecdotiques –, les médias de masse ont poursuivi un travail de sape contre le nouveau gouvernement de gauche de Gabriel Boric, en le présentant comme responsable de l’inflation et de l’insécurité. De

fait, le pourcentage de l’option « approbation » (de la nouvelle Constitution) correspond au pourcentage d’approbation du gouvernement dans les sondages d’opinion.

Refuser pour « faire mieux »

Nonobstant toutes les campagnes de désinformation, la pierre angulaire de la victoire du refus a sans doute été le fait de présenter ce dernier comme une manière de « faire mieux ». Sachant qu’une immense majorité d’électeur·trice·s est toujours contre la Constitution de Pinochet, la campagne du refus s’est attelée à dénaturer le choix entre l’ancienne (actuelle) Constitution et la nouvelle. Pour ce faire, elle a prétendu que le refus serait une manière d’améliorer l’actuelle proposition en la rendant « moins partisane » et « moins idéologisée ».

Ce subterfuge, grâce auquel le camp du refus a pu atteindre une confortable majorité, est tout de même ce qui a permis au gouvernement de convoquer, dès le lendemain du plébiscite, l’ensemble des représentant·e·s des partis politiques pour établir les mécanismes d’un nouveau processus constitutionnel.

Les voies incertaines du nouveau processus constituant

Le rapport de forces qu’avait établi le soulèvement du 18 octobre 2019, et qui avait permis l’« Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution », n’est plus du tout le même aujourd’hui. En effet, craignant d’être renversée par la rue, la droite avait proposé cette voie de sortie de crise, concédant à la gauche sa demande historique pour une nouvelle Constitution. Aujourd’hui,

forte de sa victoire au plébiscite, cette droite radicalisée et décomplexée veut s’assurer que ses intérêts et privilèges seront préservés dans un nouveau processus qui doit recueillir le vote des 4/7 du Parlement et du Sénat.

Étant donné la composition de ces deux chambres, la droite possède un veto qui lui permet d’exiger des contrôles pour que le nouveau processus ne soit pas mené par une Convention constituante élue à 100 %, mais plutôt encadrée par des « experts » et des parlementaires et des sénateurs. Les pourparlers se poursuivent encore, plusieurs semaines après le plébiscite de sortie.

La rue a rendu possible ce processus de changement de Constitution, bloqué pendant 30 ans de postdictature, en se mobilisant massivement (55 % de la population a participé à au moins une manifestation en 2019) et quotidiennement pendant six mois, en adaptant ses stratégies pendant la pandémie, et en organisant notamment des soupes populaires et des Conseils populaires constituants (*Cabildos Abiertos*). Elle devra trouver le moyen d’innover encore pour débloquer les impasses que veut imposer la droite à ce processus de démocratisation, à quelques mois du cinquantième anniversaire du coup d’État.

Ricardo Peñafiel est directeur du Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL) et professeur associé au Département de science politique de l’UQAM.

La rue a rendu possible ce processus de changement de Constitution, bloqué pendant 30 ans de postdictature, en se mobilisant massivement [...] et quotidiennement pendant six mois, en adaptant ses stratégies pendant la pandémie, et en organisant notamment des soupes populaires et des Conseils populaires constituants.

L'odeur de la bataille

Sharon Pringle Félix

Traduction par Joëlle Gauvin-Racine,
avec la collaboration de Pierre Bernier

En janvier l'odeur du sang suinte de la blessure
un séisme fait trembler le sol
elle sait la féroce qu'à des milliers de kilomètres l'ennemi guette
les cailloux sont l'épine qui entament son flanc
dans le silence on flaire l'odeur de l'ennemi
comme on sent celle du sang qui se putréfie dans la plaie
on lèche les blessures que le temps n'a pas encore tatouées
la guerrière combat les vagues de peur
en dormant tranquillement
attendant les jours où elle pourra
réveiller l'animal qui veille en confiance
contre sa poitrine elle étreint et
couvre de vérités toutes les batailles.

El olor de la batalla

*En enero la herida supura los olores de la sangre
un temblor mueve el suelo
la fiera sabe que a miles de kilómetros acecha el enemigo
las piedritas son la espina que cercena su costado
el enemigo se huele en el silencio como se huele la sangre que se pudre en la llaga
se lame las heridas que aún no tatúa el tiempo
la guerrera combate las olas del miedo durmiendo en calma
para cuando vengan los días que espera
despertar el animal que aguarda en la confianza
su pecho abraza con verdades todas las batallas.*

Sharon Pringle Félix est née en 1977. Elle a grandi dans la région de La Chorrera au Panama. Animatrice de radio et journaliste, elle œuvre aussi en éducation populaire. Autant de pratiques où elle embrasse les principes du féminisme décolonial et de l'écologie politique. Elle écrit depuis l'âge de 15 ans. En 2021, elle a présenté son premier recueil de poèmes qui regroupe 30 œuvres écrites à divers moments dans sa vie et qui sont l'expression de son action politique.

Amour de manif

Sharon Pringle Félix

Traduction par Joëlle Gauvin-Racine,
avec la collaboration de Pierre Bernier

Je suis tombée en amour avec ton visage
alors que tu manifestais
avec tes yeux bridés, tes yeux arrondis,
tes yeux peu importe la forme
je ne pouvais discerner parmi tout ce monde
si tu existais en une seule personne et j'ai su
que ce serait le frôlement d'un drapeau qui nous rassemblerait
que c'est l'amour qui importe
mais que crier trois petits mots sortis de nos trippes
finirait par nous accoupler
et je ne savais pas si je te reverrais dans la rue
peut-être
comment le savoir!
mais quelque part entre les pages de l'histoire
il resterait ce grand amour d'une poignée de fous
et de folles
nous serions mémoire
pour que demain quand personne n'aura de voix
je puisse chanter cette victoire
leur dire que Panama, dans sa jeunesse,
s'est débarrassé d'une couple de réformes
qui ne valaient pas de la merde.

Amor de Protesta

*Me enamoré de tu rostro mientras protestabas
de tus ojos chinos o redondos o, de cualquier forma
no podría descifrar entre tanta gente que existías en una persona
y supe que el roce de una sola bandera sería lo que nos juntaría
que el amor sí importa
pero gritar tres palabrotas salidas de las tripas al final nos acoplaría
y no sabría si te volvería a ver en las calles
quizás
¡cómo lo sabría!
pero en alguna parte de las hojas de la historia
quedaría el amor colectivo de un puñado de locos y locas
seríamos memoria
para que mañana cuando nadie tenga voz yo pueda cantar esta victoria
decirles que Panamá
cuando fue joven
tiró a la mierda un par de reformas.*

Noviembre 2019

Déracinement et pandémie : La lutte de Festivales Solidarios au Guatemala et en exil

Lucía Ixchiú, Carlos Ernesto Cano et Mélisande Séguin

Traduction par Anna Hodde

Le contexte juridique et politique du Guatemala

Le Guatemala est un pays dont l’histoire récente est marquée par la dépossession et le génocide, après une guerre de 36 ans parmi les plus sanglantes d’Amérique latine. À la fin des années quatre-vingt-dix, la signature de la paix a marqué un pas important vers l’implantation de l’agenda extractiviste global. La paix a uniquement servi à consolider les intérêts globaux et géopolitiques du Nord. Depuis 2012, l’agenda extractiviste et spoliateur des gouvernements guatémaltèques successifs a provoqué la dégradation progressive des systèmes judiciaires et politiques du pays. La pandémie a aggravé les effets néfastes d’une situation déjà très complexe. Le gouvernement d’Alejandro Giammattei, arrivé au pouvoir en 2020, a profité de l’instabilité provoquée par la crise sanitaire pour coopter le système judiciaire, accroître les expulsions forcées de communautés paysannes et autochtones, et contrôler les espaces de lutte pour la justice sociale. Les expulsions extrajudiciaires se sont multipliées dans les régions d’Alta Verapaz et Izabal, et les agressions envers les communautés opposées aux projets extractivistes sont également en hausse¹. En ville, une augmentation des stratégies répressives est observable, incluant

la criminalisation des protestations sociales². Les communautés continuent cependant de manifester leur indignation face à l’État³. Ces phénomènes, soit l’aggravation des libertés fondamentales, ont eu lieu en parallèle à la cooptation préoccupante du système de justice guatémaltèque par le gouvernement Giammattei. Plusieurs agents judiciaires impliqués dans des cas d’envergure ont été la cible de persécutions et de fausses dénonciations par des groupes affiliés aux militaires, accusés à leur tour d’avoir commis des crimes contre l’humanité durant le conflit armé interne⁴.

Festivales Solidarios

Le 4 octobre 2012, le gouvernement a commis le premier massacre en temps de paix, connu sous le nom de « massacre d’Alaska », qui constitue un tournant dans l’histoire récente du pays. Cette atrocité a modifié la direction de l’organisation autochtone à Totonicapán, y a brisé le lien social et a marqué le début du collectif Festivales Solidarios. Au cours de l’histoire de ce dernier, on dénombre plus de 200 festivals itinérants d’art politique, de protestation sociale et d’accompagnement aux luttes des territoires autochtones opposés à l’extractivisme et à la dépossession, tous deux teintés par le colonialisme et l’autoritarisme⁵.

Durant les dernières années, depuis les manifestations de 2015 (période durant laquelle Otto Pérez Molina a été accusé de diriger une organisation criminelle liée au détournement de fonds nationaux), l’institution démocratique au Guatemala a souffert

d’une détérioration rapide, ainsi que d’une augmentation de la persécution des défenseur-e-s des droits humains, qui doivent subir criminalisation, harcèlement, diffamation, calomnies, emprisonnement politique et assassinats. Ce sont les mécanismes d’action du dénommé « pacte des corrompus », formé par les élites oligarques, les chefs d’entreprises, les narcotrafiquants et la classe politique (fonctionnaires des trois pouvoirs de l’État), avec qui s’établissent des alliances entre la branche politique de l’oligarchie et le narco-État, coopté dans les trois pouvoirs étatiques et dont l’influence atteint même les gouvernements locaux.

Une partie de cette détérioration est également liée à l’arrivée de Jimmy Morales à la tête du gouvernement en 2016, représentant de l’aile la plus conservatrice de l’Armée du Guatemala et rattaché au parti politique Front de Convergence Nationale FCN-Nation (Frente de Convergencia Nacional FCN-Nación), qui a profité du discours anticorruption pour arriver au pouvoir sous le slogan « Ni corrompu, ni voleur » (*Ni corrupto, ni ladrón*). En renforçant l’armée et ses structures répressives et en permettant le démantèlement de la Commission internationale contre la corruption au Guatemala (CICIG), il en a pour tout résultat le contraire. Ladite commission avait placé en échec les élites politiques et économiques du pays, un motif suffisant pour le gouvernement de Morales pour expulser le commissaire Iván Velásquez et démanteler ensuite la CICIG et les mécanismes de lutte contre l’impu-



Courtoisie des auteurs-trices

nité et la corruption, lutte qui avait émergé lors des Accords de paix au Guatemala, signés il y a 25 ans.

L’arrivée du gouvernement d’Alejandro Giammattei en janvier 2020 a sérieusement affecté la défense des droits humains, impliquant une plus grande vulnérabilité des défenseur-e-s des droits humains. Ce contexte a donné lieu à une hausse de la criminalisation des défenseur-e-s, et les agressions et la violence se sont multipliées sur divers plans : violence dans le domaine virtuel, surveillance, harcèlement se terminant en violence physique, menaces de mort, assassinats et plaintes déposées devant divers tribunaux. Dans le cas précis de Festivales Solidarios, plusieurs incidents d’agressions, de violence, de détentions paramilitaires, de campagnes de haine sur les réseaux sociaux, de tentatives

d’assassinats, de séquestrations et d’agressions physiques ont été enregistrés depuis 2014.

Le déracinement comme stratégie de répression

La crise politique et sanitaire a entraîné des conséquences significatives sur le travail de Festivales Solidarios. Les difficultés auxquelles font face le collectif sont symptomatiques d’une stratégie historique de l’État guatémaltèque visant à limiter la contestation sociale : la rupture avec le territoire et le déracinement des luttes sociales. Les complications des actions menées par Festivales Solidarios sont des exemples contemporains de méthodes de répression et de politiques de la peur. D’une part, des membres de Festivales Solidarios se sont vus forcés d’abandonner le Guatemala pour éviter l’emprisonne-

ment sur la base de leurs positions politiques. D’autre part, les inégalités sociales provoquées par la pandémie de COVID-19 et l’instabilité politique du pays ont restreint l’accès des membres du groupe au territoire, ainsi que l’organisation et la mobilisation de plusieurs communautés.

L’exil des dirigeant-e-s autochtones du territoire d’Abya Yala est un enjeu central de la stratégie de déracinement, important tant dans la période du conflit interne que durant les dernières années. Festivales Solidarios a également fait face à ce type de violence dans le cadre de la pandémie. Au cours des deux dernières années, le pays a fait face à un contexte similaire à celui des années 1980, avec ses propres nuances et différences, ce qui est inquiétant, car cela représente un recul pour le pays.

L'exil des dirigeant·e·s autochtones du territoire d'Abya Yala est un enjeu central de la stratégie de déracinement, important tant dans la période du conflit interne que durant les dernières années.

En conséquence du travail mené par Festivals Solidarios durant les trois dernières années, centré sur la défense du droit à la liberté d'expression et de manifestation dans le contexte de la pandémie et de l'augmentation de la corruption, une dynamique de criminalisation et d'agressions s'est installée. Un cas emblématique remonte au 22 septembre 2020⁶, lors duquel une agression violente a causé de graves blessures à plusieurs membres du collectif qui documentaient et dénonçaient la coupe illégale d'arbres dans la forêt communale d'El Alto à Totonicapán⁷. Cette situation avait entraîné des dénonciations et plusieurs personnes ont

été identifiées et détenues lors d'une procédure judiciaire ouverte, ce qui a mené à l'identification d'un réseau de coupeurs organisés pour piller la forêt communale et la zone protégée. L'analyse situationnelle produite par l'organisation place à haut risque celles et ceux qui travaillent pour la défense des droits humains.

Conclusion

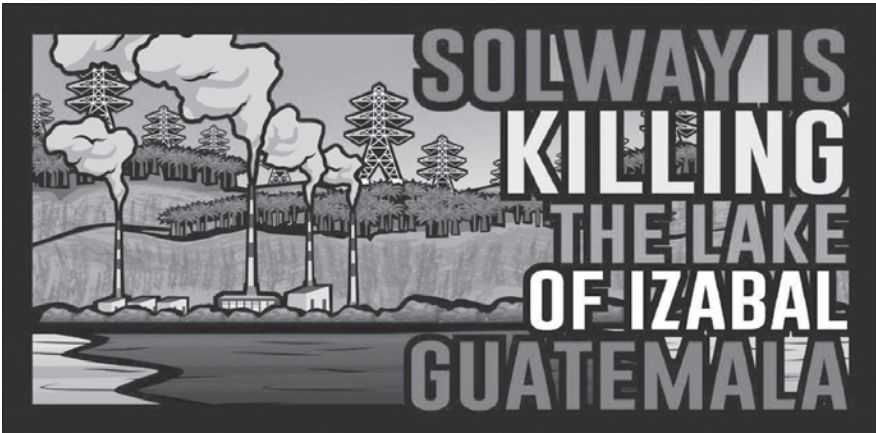
La communication, depuis la base et en tant que femmes autochtones et population métisse (*mestiza*), n'a pas été facile. Elle se réalise depuis l'autogestion, mais s'assume avec sa propre voix, et avec la clarté et l'engagement de servir les luttes pour la dignité des personnes et

des grandes majorités marginalisées au Guatemala. Malgré les nombreux défis rencontrés par les membres de Festivals Solidarios, tant à l'étranger qu'au Guatemala, ce collectif poursuit sa lutte contre le déracinement des luttes autochtones pour le territoire, une vie digne et la justice.

Lucia Ixchiu est K'iche, gardienne de la Forêt, féministe communautaire, responsable culturelle, artiste, architecte et journaliste communautaire de Ixumlew, connu comme le Guatemala.

Carlos Cano est Guatémaltèque, photo-documentariste dans le collectif Festivals Solidarios et photojournaliste indépendant en Espagne et en Amérique centrale.

Mélisande Seguin est étudiante au doctorat en droit et société de l'Université de Victoria, Colombie-Britannique. Ses recherches doctorales portent sur l'utilisation de différents cadres juridiques dans les luttes contre l'extractivisme. Elle fait également partie de plusieurs réseaux de solidarité avec le Guatemala depuis 2014.



Notes

1 PBI (2020). « El derecho a la tierra bajo amenaza en las Verapaces: desalojos en tiempos de COVID-19 », en ligne : <https://pbi-guatemala.org/es/news/2020-05/el-derecho-la-tierra-bajo-amenaza-en-las-verapaces-desalojos-en-tiempos-de-covid-19>.

2 Bourke, Fiachra (2022). « Guatemala : criminalización y hostigamiento de ACOGUATE », en ligne : <https://srdefenders.org/guatemala-criminalizacion-y-hostigamiento-de-acoguate/>.

3 Sotelo, Melina (2022). « Guatemala | Indígenas se movilizan para exigir la renuncia del presidente Alejandro Giammattei », *Nodal*,

en ligne : <https://www.nodal.am/2022/09/guatemala-indigenas-se-movilizan-para-exigir-la-renuncia-del-presidente-alejandro-giammattei/>.

4 Calles, Juan (2022). « Denuncia contra Claudia Paz y Paz y Elena Sut, 'un acto de intimidación sin sustento legal' », *Prensa Comunitaria*, en ligne : <https://www.prensacomunitaria.org/2022/06/denuncia-contra-claudia-paz-y-paz-y-elena-sut-un-acto-de-intimidacion-sin-sustento-legal/>.

5 Festivals Solidarios. [Site Web], en ligne : <https://festivalessolidarios.medium.com>.

6 Aguilar, Denis (2020). « Taladores ilegales de árbol agreden a 3 mujeres y un hombre », *La Hora*, en ligne : <https://lahora.gt/nacionales/daguilar/2020/09/23/taladore-ilegales-de-arbol-agreden-a-3-mujeres-y-un-hombre/>.

7 García, Jovanna (2020). « Agresión a periodistas y artistas Andrea, Lucía y Gabriela Ixchiú y Carlos Cano ayer en Totonicapán », *Ruda*, en ligne : <https://rudagt.org/agresion-a-periodistas-y-artistas-andrea-lucia-y-gabriela-ixchiu-y-carlos-cano-ayer-en-totonicapan/>.



Peuples autochtones : Autogestion et résistance face à la pandémie et à la négligence de l’État au Guatemala

Brigades de paix internationales

Le premier cas de COVID-19 au Guatemala est survenu à la mi-mars 2020 et a incité le gouvernement à mettre immédiatement en œuvre des mesures pour faire face à la propagation du virus. Depuis lors, 19 650 décès ont été enregistrés dans le pays¹ et, dans ce contexte, on a vu que la population autochtone avait été très vulnérable au virus en raison des conditions de pauvreté dans lesquelles elle vit. Cependant, depuis le début de la pandémie, les autorités autochtones ancestrales ont été exclues par le gouvernement guatémaltèque des espaces stratégiques où sont élaborées les mesures pour contenir le virus. De plus, les règles imposées par l’État pour gérer la pandémie se sont avérées inadéquates et, dans de nombreux cas, discriminatoires à l’égard des peuples autochtones².

L’arrivée du coronavirus n’a fait qu’aggraver une situation dont le contexte historique était déjà compliqué. L’exploitation, la répression, le conflit agraire et la criminalisation dont souffrent les communautés, accrus par la crise climatique, ont été aggravés par cette situation pandémique. – Lesbia Artola, coordonnatrice du Comité Campesino de Desarrollo del Altiplano (Comité paysan du Haut Plateau, CCDA) – Las Verapaces

Les impacts des mesures visant à freiner la contagion

La gestion de la pandémie par le gouvernement guatémaltèque a eu de nombreuses répercussions sur les populations autochtones. Les personnes vivant dans les zones rurales – qui sont pour la plupart maya et xinka – ont été exclues des programmes promus par le gouvernement pour atténuer les effets économiques de la pandémie. Par exemple, pour le *Bono Familia* – une aide économique aux familles vivant dans la pauvreté – la liste de bénéficiaires a été établie sur la base de leur facture d’électricité, laissant de côté ceux et celles qui ne bénéficient pas de ce service³. D’autre part, l’accès aux soins de santé dans les régions où il n’existe pas de structures de santé publique a été limité par la non-reconnaissance des praticien-ne-s de la médecine maya comme personnel essentiel⁴.

Ensuite, selon les dirigeant-e-s communautaires, les restrictions n’ont pas été appliquées de manière égale. De grandes entreprises minières, hydroélectriques et agricoles ont continué à fonctionner malgré le fait que les permis de plusieurs d’entre elles étaient expirés ou faisaient l’objet d’actions en justice interdisant leurs activités. Dans les départements d’Alta et Baja Verapaz, la pandémie a été utilisée comme un mécanisme permettant l’intimidation, les menaces et la criminalisation. Elle a aussi été exploitée par des acteurs privés pour procéder à des évictions forcées. En même temps, les restrictions en matière de mobilité et de rassemblement ont entravé les activités de défense territoriale des communautés⁵. Cette situation s’est

intensifiée tout au long de la pandémie menant à la multiplication des évictions forcées ainsi qu’à l’augmentation de l’accaparement des terres dans les départements d’Alta et Baja Verapaz⁶.

Enfin, les mesures de confinement ont particulièrement touché les femmes. Dans de nombreux cas, ces règles ont contribué à exacerber les situations de violence, tant dans leur foyer que dans leur communauté. Par ailleurs, les femmes autochtones ont dû assumer la responsabilité des soins aux membres de leur communauté⁷.

La réponse des communautés

Face à l’inefficacité et aux effets négatifs des mesures mises en œuvre par l’État, les peuples autochtones du Guatemala ont formulé des propositions autonomes et autogérées visant à protéger les communautés contre le virus. L’organisation communautaire a permis d’affronter les impacts de la pandémie : les autorités ont organisé des transports communautaires, et dans plusieurs communautés, des pratiques et coutumes ancestrales telles que le troc ont été récupérées. Sur un plan plus pratique, de nombreuses communautés ont mis en place des cordons sanitaires pour contrôler la circulation ainsi que des stations de désinfection des véhicules et des personnes sur leurs territoires. Pour leur part, les radios communautaires ont joué un rôle clé dans la diffusion d’informations sur les règles de prévention en langues mayas⁸.

Le rôle des femmes a également été déterminant depuis le début de la pandémie. Elles ont favorisé l’éveil de la

mémoire immunologique des personnes grâce à l’utilisation de plantes médicinales et de pratiques de guérison ancestrales basées sur leur vision du monde et visant l’équilibre énergétique, physique et mental.

La consommation de produits transformés menace la relation alimentaire des communautés avec les fruits, tubercules, graines, fleurs, bourgeons et feuilles. Lorsqu’elles sont consommées sur une base quotidienne, toute cette pluralité de plantes renforce l’immunité, ce qui permet de répondre aux attaques des virus et des bactéries avec lesquels nous vivons depuis des millions d’années. Il est important de faire de l’alimentation un acte politique permettant une prise de conscience de ce qui lie ces actes quotidiens à la mémoire de la dépossession que nous, le peuple, avons vécue. – Lorena Cabnal, membre de Tzk’at Red de Sanadoras Ancestrales del Feminismo Comunitario (Réseau de guérisseuses ancestrales du féminisme communautaire d’Iximulew)

En réponse au manque de travail et de revenus causé par les mesures gouvernementales⁹, les communautés ont renforcé la culture de plantes de base pour l’alimentation afin de soutenir

les familles qui n’ont pas accès à la terre et aux récoltes. Certaines organisations ont également soutenu les communautés en leur apportant une aide directe et en les défendant auprès des autorités étatiques. Le Frente Campesino Iximulew, composé du CCDA, de l’Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas (UVOC), de la Central Campesina Ch’orti’ Nuevo Día (CCCND) et du Comité de Unidad Campesina (CUC), a cherché à établir un dialogue avec les autorités pour répondre à des préoccupations telles que : l’absence de politiques publiques en matière de développement rural et agraire; le démantèlement des institutions créées dans le cadre des accords de paix pour répondre au problème structurel de l’accès à la terre; et l’augmentation des attaques violentes contre les communautés paysannes et autochtones depuis le début de la pandémie¹⁰.

Conclusion

Maintenant que les moments les plus graves de la pandémie sont passés, ces mêmes populations sont confrontées à une forte inflation qui se manifeste par le coût élevé de l’essence et la hausse des prix des produits de première nécessité. Malgré tout, les communautés continuent de se battre pour leur vie et pour leur autonomie. Depuis 2021, plusieurs actions militantes ont été réalisées par des organisations autochtones. Entre autres, les autorités autochtones de

différentes régions ont déposé une plainte criminelle contre le président du Guatemala, Alejandro Giammattei, pour sa gestion de la crise sanitaire¹¹. Il est également important de souligner que cette action s’inscrit dans la longue tradition de résistance des peuples autochtones face à l’État guatémaltèque et ses politiques discriminatoires.

Brigades de paix internationales (Peace Brigades International, PBI) est une organisation non gouvernementale indépendante et impartiale. Fondée en 1981, PBI travaille depuis plus de 30 ans à la protection des droits humains et la promotion de la non-violence. PBI Guatemala offre de l’accompagnement international à des individus ou des organisations victimes d’actes de répression en raison de leurs actions militantes pour la promotion et la défense des droits humains.

Notes

1 Datos macros, « Guatemala - COVID-19 – Crisis del coronavirus 2022 », en ligne : <https://datosmacro.expansion.com/otros/coronavirus/guatemala>

2 Olmstead, Gladys (2020). « Pueblos indígenas : invisibles en la COVID-19 », *No-Ficcion*, 6 juin, en ligne : <https://www.no-ficcion.com/project/pueblos-indigenas-covid19>

3 Mirador Indígena (2020). « Informe de observación de gobiernos municipales frente a la pandemia del COVID-19 », en ligne : https://issuu.com/corporacionhersum/docs/informe_de_observacion_de_los_gobiernos_municipale

4 Gómez, Felipe, Jeremías Hernández et Luis Ochoa Fuentes (2020). « Pueblos indígenas en el contexto del COVID-19 en Guatemala », *CLACSO*, en ligne : <https://www.clacso.org/pueblos-indigenas-en-el-contexto-del-covid-19-en-guatemala/>

5 Ibid.

6 PBI (2020). « El derecho a la tierra bajo amenaza en las Verapaces : desalojos en tiempos de COVID-19 », en ligne : <https://pbi-guatemala.org/es/news/2020-05/el-derecho-la-tierra-bajo-amenaza-en-las-verapaces-desalojos-en-tiempos-de-covid-19>

7 TeleSUR (2020). « Lorena Cabnal analiza pandemia de COVID-19 en la Guatemala indígena », en ligne : <https://videos.telesurtv.net/video/820961/lorena-cabnal-analiza-pandemia-de-covid-19-en-la-guatemala-indigena/>

8 Hernández Ixcoy, Domingo (2020). « COVID-19 y Pueblos Indígenas », *indigenascovid19*, en ligne : <https://indigenascovid19.red/archivos/15499>

9 Le gouvernement guatémaltèque a imposé un couvre-feu à partir du 22 mars 2020. Celui-ci a duré 190 jours et lors de plusieurs périodes, seules les personnes travailleuses de la santé étaient autorisées à sortir de chez elles, et ce, peu importe l’heure de la journée. Toute autre personne courait le risque d’être

emprisonnée si elle se trouvait à l’extérieur de chez elle. Cette mesure, jumelée à la fermeture partielle ou totale des marchés et des transports publics a gravement affecté les populations autochtones dont l’économie est majoritairement fondée sur la vente des surplus de leurs récoltes.

10 Toro, David (2020). « Giammattei le dio el tiro de gracia a la institucionalidad de la paz », *Prensa Comunitaria*, 30 juillet, en ligne : <https://www.prensacomunitaria.org/2020/07/giammattei-le-dio-el-tiro-de-gracia-a-la-institucionalidad-de-la-paz/>

11 elPeriódico (2021). « Autoridades indígenas presentan denuncia penal en contra de Giammattei », *elPeriódico*, 9 septembre, en ligne : <https://elperiodico.com.gt/politica/justicia/2021/09/08/autoridades-indigenas-presentan-denuncia-penal-en-contra-de-giammattei/>

L'espoir en image

Andres Garcia

Cette photographie, prise à Bogota le soir du 19 juin 2022 dans le cadre des célébrations de la victoire historique de Gustavo Petro — premier président progressiste élu de l'histoire de la Colombie —, inspire la question suivante : comment comprendre que dans un pays marqué par la criminalisation violente de l'action collective, un ex-guérillero (mains croisées sur un veston noir) ait été élu président, qu'une défenseure des droits humains afro-descendante (portant fièrement les couleurs des communautés afro-colombiennes) ait été élue vice-présidente et que, dans le contexte d'une telle célébration, un manifestant assassiné lors du soulèvement historique de 2021 par la police militarisée dite « anti-troubles sociaux » — ESMAD — soit présenté comme martyr (portrait exhibé par sa mère)? Le présent texte vise à répondre à cette question. Il y est soutenu que cette photographie témoigne de l'émergence d'un discours contre-hégémonique susceptible d'ébranler le discours dominant qui s'impose depuis 20 ans en Colombie et dont la criminalisation de l'action collective est une des principales composantes.

La criminalisation

La criminalisation de l'action collective est ici comprise comme faisant partie de pratiques jugées normales ou justifiées par différents acteurs (principalement les gouvernements). Il s'agit de pratiques « de pénalisation, d'intimidation et de violence contre

les citoyen-ne-s [dont la] lutte pour les droits est considérée comme étant nuisible à la démocratie »¹. La criminalisation se manifeste entre autres par l'intimidation et les menaces à l'endroit de défenseur-e-s des droits humains, par l'application de concepts clés liés à la violence politique (terroristes, criminels) aux revendications de certains secteurs de la société, de même que par la répression violente à l'endroit de groupes contestataires et de défenseur-e-s des droits humains (assassinats, disparitions forcées, arrestations légales et illégales)².

Le discours dominant

Sous la présidence d'Uribe (2002-2010), le discours hégémonique s'est consolidé en Colombie autour de la légitimation de la violence ainsi que de la logique économique de « possession par dépossession ». La légitimation de la violence s'est effectuée par la représentation du conflit armé sous l'angle de la guerre antiterroriste et antidrogue, et non plus comme un conflit interne. Pour sa part, la logique économique de « possession par dépossession »³ s'est exprimée par le biais de l'accaparement, par divers groupes légaux et illégaux, des terres délaissées massivement par les propriétaires déplacés par les opérations militaires de lutte antiterroriste et antidrogue⁴. Cette stratégie a été déployée en Colombie pour favoriser les intérêts des élites nationales et internationales au moyen, entre autres, de concessions de terres pour l'exploitation de ressources naturelles. Le discours hégémonique a également établi un consensus social autoritaire qui ostracise les mouvements de défense des droits humains et

ceux qui s'opposent à ce modèle économique (principalement les mouvements autochtones et afro-descendants) en les signalant comme sympathisants de la guérilla et de terroristes⁵.

Ce consensus social autoritaire s'est perpétué sous la présidence de Santos (2010-2018) et, de manière beaucoup plus marquée, sous Duque (2018-2022), malgré les accords de paix de 2016 entre l'État colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (la plus puissante guérilla sur le territoire colombien). Durant cette époque (2010-2022), la criminalisation de l'action collective a pris la forme principalement de violence politique envers les défenseur-e-s des droits humains et de répression violente des mouvements protestataires. La violence politique s'est traduite par l'assassinat, entre le 26 septembre 2016 (date de la signature du traité de paix) et le 7 mars 2022, de 1 327 défenseur-e-s des droits humains⁶. La plus grande manifestation de répression violente des mouvements protestataires a eu lieu en 2021, durant l'épisode contestataire du *Paro Nacional*, alors que 80 personnes civiles ont été assassinées, principalement par des agents de l'État⁷. Lors de ce soulèvement historique, sans céder aux restrictions de mobilité imposées par le gouvernement dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, des milliers de Colombien-ne-s ont manifesté contre les violations des droits humains de la part de l'État ; le non-respect, par ce dernier, des accords de paix de 2016 ; le climat généralisé d'insécurité dans l'ensemble du pays, et le modèle de développement économique inégalitaire.



REUTERS/Luisa González, La Semana, 19 juin 2022,

Le discours contre-hégémonique

Le discours contre-hégémonique, dont Petro — l'actuel président — est le principal porte-parole, a permis d'articuler les demandes insatisfaites exprimées par les secteurs sociaux historiquement marginalisés lors du *Paro Nacional* dans un nouveau discours inclusif et antiviolo-

Gustavo Petro le 19 juin 2022 — donc le jour où la photographie qui guide notre réflexion a été prise — et il a été réaffirmé le 7 août 2022 lors de sa cérémonie d'investiture comme président. Ce nouveau discours, qui contraste grandement avec celui des trois derniers gouvernements, repose sur les promesses de « la paix totale » et de « la justice sociale ».

La « paix totale » regroupe les engagements gouvernementaux de ne plus persécuter politiquement les mouvements d'opposition⁸; la réalisation et le respect des accords de paix de 2016 ; la construction de la paix avec tous les groupes armés qui subsistent actuellement en Colombie ; la substitution de la guerre contre la drogue par une politique de prévention ; ainsi que la

Le discours contre-hégémonique, dont Petro — l'actuel président — est le principal porte-parole, a permis d'articuler les demandes insatisfaites exprimées par les secteurs sociaux historiquement marginalisés lors du *Paro Nacional* dans un nouveau discours inclusif et antiviolo-

construction d’une économie prospère qui met fin au sous-développement économique en milieu rural et de toutes les régions colombiennes⁹. La « justice sociale » s’articule autour du passage d’une économie extractiviste et spéculative vers une économie productrice où le travail et les richesses profitent à l’ensemble de la population colombienne. Selon ce nouveau discours, une telle économie doit impérativement reposer sur l’utilisation des terres à des fins essentiellement agricoles, la génération d’emploi pour les paysan·ne·s ainsi que la préservation et le développement de l’autonomie et de la culture des communautés autochtones¹⁰.

Conclusion

En somme, la photographie prise à Bogota le soir du 19 juin 2022 est le symbole d’un changement profond qui se déroule actuellement dans la société colombienne et qui découle de l’ébranlement du discours dominant. Cet ébranlement est causé par l’émergence d’un discours contre-hégémonique, issu de l’espace social et des revendications du *Paro Nacional*, qui s’appuie sur la non-violence, la mise en place d’une économie égalitaire incluant les communautés historiquement marginalisées et qui leur profite, ainsi que sur la fin de la répression politique des mouvements d’opposition et des personnes impliquées en leur sein.

Il est actuellement trop tôt pour évaluer les résultats concrets et profonds découlant de l’émergence de ce nouveau discours. Il est également trop tôt pour juger la manière dont ce dernier cohabitera avec les facteurs globaux (crise de la démocratie représentative et du néolibéralisme à l’échelle mondiale, conflits internationaux, instabilité économique, etc.) et avec les facteurs structurels (polarisation, inflation, insécurité, narcotrafic, divisions régionales, etc.) qui représenteront, très certainement, des obstacles à la réalisation des changements tant attendus par la majorité colombienne.

Il est cependant possible d’affirmer, sur la base de cette photographie, que ce nouveau discours issu de l’espace social représente, en cette période d’incertitude sur les plans mondial et national, une dose indescriptible d’espoir pour les communautés (les personnes autochtones, afro-descendantes, paysannes et travailleuses) qui sont, depuis plus de 200 ans, marginalisées et exploitées par les élites politiques et économiques nationales et internationales.

Andres Garcia, doctorant en science politique à l’Université d’Ottawa, réside actuellement à Medellin, en Colombie, où il rédige sa thèse doctorale, dirigée par Marie-Christine Doran, qui porte sur la criminalisation violente de l’action collective par l’État et les groupes paramilitaires,

[...] ce nouveau discours issu de l’espace social représente, en cette période d’incertitude sur les plans mondial et national, une dose indescriptible d’espoir pour les communautés [...] qui sont, depuis plus de 200 ans, marginalisées et exploitées par les élites [...]

entre 2002 et 2022, en Colombie. De cet endroit, il participe, en tant que chercheur doctorant, aux travaux et aux recherches de l’équipe CRSH de l’Observatoire Violence, Criminalisation et Démocratie (OVCD), dirigé par Marie-Christine Doran.

Notes

1 Doran, Marie-Christine (2019). « Le rôle politique de la mémoire en Colombie et au Chili : imaginaire, mobilisations, institutions », *Les ateliers de l’éthique*, vol.14, no. 2, en ligne : <https://doi.org/10.7202/1071132ar>.
2 Observatoire Violence, Criminalisation et Démocratie (2022), en ligne : <https://ovcd.org/criminalisation/>.
3 Celis, Leila et Mariana Ortega Breña (2017). « Economic Extractivism and Agrarian Social Movements: Perspectives on Low-Intensity Democracy in the Face of the Colombian Conflict », *Latin American Perspectives*, vol. 44, no. 5, en ligne : <https://www.jstor.org/stable/44645773>.
4 Selon l’UNHCR, la Colombie comptait en 2018 plus de 8 millions de personnes déplacées internes (Voir UNHCR. « Colombia », en ligne : <https://www.unhcr.org/colombia.html>).

5 Le Grand, Catherine, Luis Van Isshut et Pilar Riaño-Alcalá (2017). « Land, Justice, and Memory: Challenges for Peace in Colombia », *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, vol.43, no.3, en ligne : <https://doi.org/10.1080/08263663.2017.1378381>.
6 Indepaz (2020). « Registro de líderes y personas defensoras de DDHH asesinadas desde la firma del acuerdo de paz », en ligne : <https://indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/07/3.-Informe-Especial-Asesinato-lideres-sociales-Nov2016-Jul2020-Indepaz-2.pdf>.
7 Prieto, Laura Vanesa (2021). « Paro Nacional 2021 : ¿En qué quedó? », PARES, en ligne : <https://www.pares.com.co/post/paro-nacional-2021-en-qu%C3%A9-qued%C3%B3>.
8 Criterio (2022). « Las claves del discurso de Gustavo Petro tras ser elegido presidente de Colombia »,

20 juin, en ligne : <https://diariocriterio.com/gustavo-petro-discurso-como-presidente-electo/>.
9 Cuestión Pública (2022). « Discurso de posesión de Gustavo Petro », 7 août, en ligne : <https://cuestionpublica.com/discurso-de-posesion-gustavo-petro/>.
10 Criterio (2022), *Op. Cit.*

Illustration par François Émond

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.



Rêver en temps de quarantaine

Lucia Ixchiu

Traduction par Amelia Orellana

Rêver que je suis dans la mer
Je suis l'eau
Je suis le vent

Rêver que je ne suis pas enfermée par le gouvernement
Que les filles ne meurent pas de faim
Que les femmes ne meurent pas assassinées

Rêver que je suis une plante
Que je suis le ciel
Suspendue dans le temps

Rêver que je suis absente

Soñar en cuarentena

*Soñar que estoy en el mar
Soy agua
Soy viento*

*Soñar que no estoy encerrada por el gobierno
que las niñas no mueren de hambre
que no matan a las mujeres*

*Soñar que soy planta
soy cielo
que estoy suspendida en el tiempo*

Soñar que no estoy

Lucia Ixchiu est K'iche, gardienne de la Forêt, féministe communautaire, responsable culturelle, artiste, architecte et journaliste communautaire de Ixumlew, connu comme le Guatemala.

La cohérence

Lucia Ixchiu

Traduction par Amelia Orellana

La révolution
Commence par l'estomac
M'a dit un jour un chaman
Qui se lamentait
En constatant mes problèmes de santé
Résultats de ma consommation
De malbouffe
J'ai senti comme deux gifles sur mon visage
Mon discours s'est défait devant moi, en trois mots
Je n'ai pu dire grand-chose, seulement m'observer et avoir honte
Le personnel est politique, dit-on
Et c'est si vrai, on le voit au quotidien
Si on veut faire la révolution
Il faut commencer par notre corps...

Les plantes parlent
Les fleurs ressentent
Les arbres écrivent

Coherencia

*La revolución
Empieza en el estómago
Me dijo Un chamán
Que se lamentaba
Al ver mis padecimientos
De salud
Producto de mi consumo
De la comida basura
Sentí dos bofetadas en la cara
Mi discurso se había caído frente a mí con tres palabras
Poco pude decir más que mirar hacia adentro y sentir vergüenza
Lo personal es político dicen por ahí
Y vaya que sí es cierto y está en lo cotidiano
Si queremos hacer la revolución
Empieza con nuestro cuerpo...*

*Las plantas hablan
Las flores sienten
Los árboles escriben*



Déclaration panamazonienne de Belém

10^e Forum social panamazonien (FOSPA)

Le 10^e Forum social panamazonien (X Foro Social Panamazónico, FOSPA), qui s’est tenu à Belém do Pará (Brésil) du 28 au 31 juillet 2022, a été un lieu de rencontre de nombreux peuples amazoniens provenant de neuf pays, qui ont reconnu leur solidarité face à un destin commun. La déclaration du 10^e Forum lance un appel d’urgence face au changement climatique et propose des politiques et actions contre l’extractivisme dans l’Amazonie.

De Notre Panamazonie

En se prenant dans les bras, en face du fleuve Guamá, dans la grande réunion où la diversité qui habite la Panamazonie, les Autochtones, les Noir·e·s, les Quilombolas, les paysan·ne·s, les riverain·e·s, les citoyen·e·s, les groupes de sexe et d’âge des 9 pays du bassin amazonien : Brésil, Bolivie, Pérou, Équateur, Colombie, Venezuela, Guyana, Suriname et Guyane française, nous avons réaffirmé le voyage que nous avons commencé il y a 20 ans, lors de la première réunion du Forum social panamazonien, avec l’espoir d’un « autre monde possible ». Nous ne pouvions pas imaginer que le monde serait pire que celui que nous connaissions alors.

Aujourd’hui, l’Amazonie vit son pire moment, dévastée par des gouvernements pour qui la nature est une marchandise, et les droits des populations n’ont aucune validité. À ce jour, aucun gouvernement n’a garanti le plein exercice des droits des peuples

amazoniens à défendre la Mère Nature. Dans cette situation, il faut appeler les mouvements sociaux à faire appel à la créativité, à apprendre de leurs erreurs et à poursuivre la lutte.

Ce que nous percevions hier comme des menaces sont aujourd’hui des réalités dérivées d’un système d’oppression multiple : patriarcal, raciste, capitaliste et colonial, qui a fait du grand bassin amazonien sa dernière frontière d’expansion, mettant en danger toutes les formes de vie et ceux qui les défendent.

Sous la fausse prémisse du développement, l’extractivisme – caoutchouc, bois, pétrole, agroexportation, grands barrages hydroélectriques et mégamines – a progressé sur les différents territoires amazoniens, et a été inséré dans les modèles coloniaux de conservation, y compris les propositions de marchandisation d’éléments du biome. Sous ce prétexte, les territoires sont militarisés, les biens communs sont pillés pour générer des profits, l’inégalité sociale et la violence structurelle et factuelle s’aggravent pour la pluralité de la population de la région panamazonienne, qui voit aujourd’hui comment toute vie est détruite et empoisonnée.

La crise climatique actuelle et sa menace civilisationnelle, conséquence du modèle de développement, ont poussé l’écosystème amazonien au point de non-retour, menaçant la perte irréparable de la plus importante forêt tropicale de la planète, qui comprend plus de 50 millions de personnes et une bonne partie de la biodiversité planétaire. Si nous n’arrêtons pas cette tendance maintenant,

demain sera la mort de la région de la Panamazonie, qui est vitale pour freiner le réchauffement climatique et garantir la vie sur la planète. Le temps presse.

Les femmes autochtones, paysannes, noires, quilombolas, populaires et urbaines, les femmes trans et lesbiennes, force de résistance pour la défense de la vie, continuent à être violées par l’action et l’omission des États, les fondamentalismes politiques et religieux, le patriarcat, le racisme, la militarisation, la corruption enracinée et installée dans notre société, le capitalisme qui, par le biais des sociétés transnationales et des forces économiques, exproprie des territoires en toute impunité, la violation des corps, le trafic, le contrôle des personnes et des modes de vie, la violence sexuelle, le féminicide, la violation des droits sexuels et reproductifs, les attaques contre la diversité, la dissidence sexuelle et de genre.

L’ensemble du bassin connaît une situation de guerre non conventionnelle, avec la participation de forces militaires étatiques, de paramilitaires, de milices et de trafiquants de drogue agissant en lien avec de grands intérêts économiques. À cela s’ajoutent les mesures coercitives unilatérales, les blocus financiers et économiques et les menaces militaires imposées par les grandes puissances mondiales et les groupes fondamentalistes.

Nous réitérons que, bien que les dangers aient augmenté, les luttes et la résistance ont acquis une force sans précédent, basée sur l’expérience des spiritualités de nos peuples, qui



Espoir, union, force et résistance.
Photographie par Michèle Jacques

doivent continuer à grandir comme des enfants de la Mère Amazonie. En ce sens, les peuples de Panamazonie s’organisent, se rassemblent, luttent pour leurs territoires et leurs cultures, pour rendre un avenir possible. C’est ainsi que progressent les luttes antiracistes, antipatriarcales et anticoloniales. Maintenir l’optimisme qui nous a caractérisés, mais avec un réalisme qui nous oblige à exiger ce qui est (im)possible. Qu’un autre monde est possible.

Nous exprimons notre proposition politique

Nous exigeons un modèle politique, social et économique qui donne la priorité à l’intégrité de notre maison commune, qui reconnaît et respecte les territoires et le plein exercice des droits des peuples amazoniens et des droits de la nature.

Récupérer, valoriser et protéger les connaissances des hommes et des femmes et les formes ancestrales d’organisation de nos peuples pour le soin et la gestion de l’eau, la protection de leurs territoires, qui incluent nos rivières, propres et exempts de mégaprojets.

Nos alternatives pour une terre sans mal sont la production agricole et forestière diversifiée en harmonie avec la nature, l’agroforesterie, l’agroécologie, les projets de production et de consommation locales, la gestion communautaire des biens communs, des forêts et du territoire, l’utilisation de semences indigènes, l’écotourisme communautaire, les projets d’énergie alternative, la gestion intégrée et participative des bassins versants et des biorégions, et de nombreuses autres initiatives axées sur la vie et non sur la marchandisation de la nature.

Nous proposons d’articuler les efforts et les luttes en défense des territoires de la Panamazonie et de la vie, ainsi qu’avec d’autres mouvements sociaux dans d’autres régions du monde contre le modèle économique néolibéral patriarcal, colonial, raciste qui viole tous nos droits individuels et collectifs, contre la corruption et contre les fondamentalismes politiques, économiques, socioculturels et religieux.

Nous demandons aux gouvernements des pays Panamaziens de mettre en pratique leurs discours contre la crise climatique et les droits de la Terre Mère, avec des mesures réelles contre la déforestation, la dégradation et l’augmentation des émissions, et non avec le maquillage des soi-disant économies vertes. Nous exigeons qu’ils respectent et renforcent leurs engagements pris au niveau international.

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.

Promouvoir l’exercice de l’autonomie et de l’autodétermination des peuples autochtones, noirs, quilombolas, paysans et côtiers, permettant l’exercice d’une gestion publique basée sur leur propre vision, normes et procédures; ceci requiert, entre autres, la mise en œuvre de mécanismes appropriés aux nouvelles formes de planification qui garantissent leurs modes de vie, dans le respect de leurs cosmovisions. Sans autogestion territoriale des peuples, il n’y a pas d’avenir pour l’Amazonie ni pour le monde. Nous exigeons que les États se conforment pleinement aux verdicts de la Cour interaméricaine des droits humains. En outre, le verdict de 2015 concernant Kalina et Lokono prononcé par l’Organisation des États américains (OÉA) doit être appliqué par le gouvernement du Suriname. Enfin, nous exigeons l’autodétermination de la Guyane occupée par la France. Notre bassin amazonien ne sera pas complet tant que nous n’aurons pas obtenu sa décolonisation.

Nous rejetons les politiques publiques extractivistes des gouvernements qui menacent la vie et la nature. Nous exigeons le respect de la convention 169 de l’OIT et la signature, la ratification, le respect et la mise en œuvre du droit à la consultation et au consentement préalable, libre et éclairé, qui inclut le droit de veto pour objection de conscience culturelle dans le cadre de l’autodétermination des peuples, et nous exigeons le maintien des hydrocarbures dans le sous-sol et une Amazonie libre d’exploitation minière.

Exiger des gouvernements la pleine propriété et la garantie légale des territoires des peuples et des communautés, y compris le sous-sol, afin qu’ils disposent d’une protection permanente contre l’extraction de minéraux et d’hydrocarbures, qu’ils ne violent pas notre mère la terre, qu’ils prennent soin des esprits de la forêt et qu’ils assurent le Bien-vivre des êtres humains et de toutes les formes de vie.

Condamner et rejeter la mise en œuvre de mesures coercitives, telles que toute forme de blocus politique, économique,

financier et diplomatique contre tout pays de notre bassin amazonien, car il s’agit d’actions politiques criminelles qui affectent nos peuples.

Assumer la défense radicale des droits des peuples de Panamazonie à l’éducation, la communication et la santé dans une perspective populaire, interculturelle, communautaire, critique et décoloniale.

Les femmes de la Panamazonie sont engagées dans la réinvention et la construction collective de la démocratie que nous voulons. Nous appelons tous les peuples et organisations de l’Amazonie à inclure dans leurs agendas des actions qui corrigent les inégalités et les relations de pouvoir qui persistent et affectent nos vies, nos corps et nos territoires. Cette articulation doit être orientée vers le plaidoyer dans les espaces internationaux qui peuvent faire des recommandations aux États concernant l’urgence d’inclure des actions concrètes qui répondent à la transformation de la violence qui affecte les femmes amazoniennes et andines.

Nous soutenons fermement les lettres des pré-FOSPA tenues dans chaque pays et les conclusions des Maisons de la connaissance et des sens, Maison de la Terre Mère, Maison de la résistance des femmes, Maison des biens de la nature, Maison des peuples et droits autochtones et Maison des territoires et de l’autogouvernance.

Nous réaffirmons l’importance des initiatives d’action comme instruments de mobilisation pour atteindre les objectifs du processus FOSPA. Il n’est possible de générer des processus de transformation que si nos organisations en Panamazonie se joignent et s’articulent à ces actions.

Nous soutenons le Tribunal international des droits de la nature, qui est arrivé à Belém dans une caravane après avoir traversé les territoires de Xingú et de Carajás. Nous souscrivons à sa déclaration : l’Amazonie est une entité vivante et menacée, soumise à

des droits, à laquelle les entreprises, en complicité avec les États, ont déclaré la guerre, et les communautés autochtones, les colonies, les campements, les peuples autochtones locaux, traditionnels, paysans, quilombolas, riverains, ruraux et urbains, sont ceux qui sont en première ligne de cette confrontation, et leurs droits doivent être garantis. Dans le même temps, il convient de souligner les multiples initiatives de restauration intégrale, de moratoire extractiviste et de transition écologique promues par les communautés.

Nous sommes la Nature et il y a plus de 37 pays qui reconnaissent les droits de la Nature à différents niveaux, y compris les droits de l’Amazonie. Au Brésil, quatre municipalités ont approuvé cette reconnaissance et quatre autres États en débattent, dont Belém, qui accueille le dixième Forum social Panamazonien (FOSPA). Dans ce sens, nous célébrons la création et le lancement du Front parlementaire mondial pour les droits de la nature, composé d’autorités autochtones et non autochtones du monde entier, qui cherche à étendre ce changement de paradigme plus rapidement et directement avec des politiques publiques qui reconnaissent la nature comme sujet de droit.

« Tisser l’espoir dans la zone de Panamazonie »

Cette déclaration a été acheminée à Caminando par la Plataforma Boliviana Frente al Cambio Climático.



Pour poursuivre la lecture des « Propositions d’actions »

Femmes défenseures de la terre et de la vie : Plusieurs luttes, un seul combat

Alliance internationale des femmes (IWA)

Du 14 au 16 octobre, une centaine de militantes représentant plus de 30 groupes de tout le Canada se sont réunies à Montréal pour l'assemblée pancanadienne de l'Alliance internationale des femmes (IWA), sous le thème « Plusieurs luttes un seul combat : Femmes défenseures de la vie et de la terre ».

L'IWA, fondée en 2010, est une alliance mondiale de femmes de la base unies dans la construction d'un mouvement de femmes démocratique, anti-impérialiste et progressiste au 21^e siècle. L'IWA compte près de 150 organisations membres à travers le monde.

Le premier jour de l'assemblée de l'IWA, nous avons écouté des discours de solidarité prononcés par des femmes leadeuses, dont Susana Malmierca Benitez (Consule générale de Cuba à Montréal) et nous avons entendu sur vidéo Azra Talat Sayeed (vice-présidente de la Ligue internationale de lutte des peuples) et Coni Ledesma (IWA Europe). Nous avons entendu Tess Tesalona et Rita Acosta qui étaient présentes lors de la fondation originale d'IWA à Montréal en 2010, et qui ont partagé leurs souvenirs et quelques photos, suivies par Donna Denina, la secrétaire générale internationale d'IWA qui a fait une présentation sur les réalisations et les activités d'IWA au cours des 12 dernières années. Marie Boti, de Femmes de diverses origines, l'organisation hôte de l'assemblée,

et présidente de l'IWA, a ouvert la voie aux ateliers avec une présentation sur « La situation canadienne, les voies et les obstacles à l'organisation des femmes ».

Nous avons également entendu des militantes palestiniennes, haïtiennes, philippines et militantes pour la paix avant une présentation culturelle de Sining Laya, un groupe de musique philippin avec Migrante Québec.

Dans l'après-midi, les déléguées ont participé à des ateliers axés sur certains des problèmes auxquels sont confrontées les communautés de femmes, notamment la guerre et le militarisme, l'extractivisme, la migration forcée, l'organisation dans un contexte néolibéral et la violence faite aux femmes.

Les conférencières des ateliers étaient toutes des militantes chevronnées ayant de nombreuses expériences à partager, de Barbara Waldern de Just Peace à Vancouver, à la défenseure de la communauté haïtienne Chantal Ismé et à la défenseure de la communauté kurde Kazhal Hamershid, en passant par Billie Pierre de la communauté autochtone Nkaka'Pamux en Colombie-Britannique et Rosalinda Hidalgo du Comité pour les droits humains en Amérique latine, Cynthia Palmeria de Migrante Alberta et Nina Gonzales du Centre des travailleuses et travailleurs immigrant·e·s à Montréal, Merryn Edwards de Women for Rights and Empowerment en Alberta, Emmanuelle Proulx et Ramatoulaye Diallo de la centrale syndicale CSN au Québec,

Monica Moorehead de Workers' World à New York, Vicky Zois du Mouvement contre le viol et l'inceste à Montréal, et Maki Cairns de Gabriela BC. Nous avons discuté des façons dont les femmes sont affectées en particulier par le capitalisme et l'impérialisme à travers les politiques néolibérales, le patriarcat, le racisme et l'oppression de genre. Les ateliers ont permis de comprendre l'histoire des luttes des femmes au Québec, au Canada et dans le monde entier, d'établir des liens entre elles et de créer des relations pour faire avancer nos luttes mutuelles.

Le premier jour s'est terminé par une soirée de solidarité remplie de performances révolutionnaires de chant, de danse et de parole. Jocelyn Saint-Léger, une artiste afrocaribé, a interprété des danses haïtiennes sur des chansons populaires. AnakBayan Toronto a interprété deux chansons : (1) « Ang Pagiging Babae » (« Être une femme ») qui met en lumière le rôle des femmes philippines dans la lutte révolutionnaire pour la liberté et la démocratie véritables aux Philippines; et (2) « Makibek! Huwag mashokot! » (« Luttons, n'ayons pas peur! » en langage gai), une chanson de solidarité avec les femmes queer et une composition originale d'AnakBayan Toronto (et une favorite de la foule!). Deann C Nardo, poète et artiste de la parole, membre active du comité de coordination, a récité quelques poèmes, et Kazhal Hamarshid, du Comité des femmes kurdes de Toronto, nous a entraînés dans une danse kurde où nous nous sommes pressées sur la scène pour essayer nos jeux de jambes.

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.



Courtoisie de l'IWA

L'IWA, fondée en 2010, est une alliance mondiale de femmes de la base unies dans la construction d'un mouvement de femmes démocratique, anti-impérialiste et progressiste au 21^e siècle.

Le deuxième jour, les déléguées ont passé en revue la base d'unité de l'IWA et ont entendu parler des deux campagnes internationales de l'IWA axées sur la résistance des femmes à la guerre et au militarisme avant le profit¹.

Thelma Castro et Marie Boti ont animé les rapports de chaque atelier et les discussions, qui ont été suivies de l'adoption d'une série de résolutions et d'un plan d'action. Un comité de coordination a été sélectionné pour aider à mettre en œuvre les résolutions et le plan d'action.

Les plénières du premier jour ont été diffusées en direct sur la page Facebook de l'IWA Canada, sous la supervision de Kay Lockyer et Toast

Malone, qui ont habilement supervisé tout le soutien technique de l'événement. L'interprétation simultanée était assurée bénévolement par des professionnels, et la nourriture délicate a été préparée par des traiteurs sympathiques et les bénévoles de nos organisations de masse.

La journée s'est terminée dans la rue, par un rassemblement contre la guerre et le militarisme, dans le cadre de la semaine d'action appelée par le Comité d'action uni contre la guerre menée par les États-Unis (UNAC). Nous avons choisi de marcher jusqu'à la symbolique Place du 6 décembre, une place située non loin de notre emplacement à l'Université de Montréal, en mémoire des 14 femmes qui ont été abattues à

l'Institut Polytechnique Montréal en 1989, simplement parce qu'elles étaient des femmes.

Unies dans nos luttes, et plus fortes grâce à nos connaissances et à nos liens partagés, nous sommes prêtes à poursuivre la construction de l'Alliance internationale des femmes au Canada et dans le monde entier²!

Solidarité des femmes pour la terre et la vie! Vive la solidarité internationale!

Notes

1 Voir Alliance internationale de femmes (IWA) (2022). IWA's Central Campaigns [Site Web]. En ligne : <https://www.internationalwomensalliance.org/campaigns>.

2 Pour consulter le programme élaboré par Zainab El Guerrab pour les détails et les remerciements des nombreux bénévoles, bailleurs de fonds et partenaires qui ont rendu l'événement possible, vous pouvez contacter wdofo@gmail.com.

Hibiscus, Dahlia et Asclépiade

Simone Philpot

Son nom est Hibiscus
Avalé par son rouge, on peut danser sur son pistil
Avec les petits êtres qui l’habitent
Et puis on boit sa rosée
Dont le chant délicat descend en soi, comme un air de fête

Hibiscus accompagne Adriana à l’école ce matin
Bien immiscée entre son oreille et sa tignasse,
Elle ne flétrira qu’avec le jour
Lorsque Adriana la déposera près d’elle
Légère et fatiguée

Elle s’appelle Dahlia
Elle explose en mille rayons et autant de tons
Ronde, fière, flamboyante
Elle est là, bien là

Bien là sur la table de cuisine familiale de Pilar
Avec ses compagnes, multiples multicolores
Comme les membres de la famille
À les voir agrémenter monuments et jardins
Pilar a confiance
Confiance en sa différence, et en ce qui l’unit à l’Autre

Voici Copihue
Se laissant pleurer en cloches mélancoliques
Elle sonne, mouvante et émouvante
Élégante et délicate, elle coule
Pluie écarlate

Elle grimpe l’arbre près de chez Ayun
Il ne la voit pas toujours mais sa force vit à l’intérieur de lui
Elle l’émeut parfois et son rouge, son blanc
Lui rappellent la fragilité de la vie
La neige, le sang
La mémoire longue ses formes tombantes
Comme pour saluer les anciens

Celle-ci s’appelle Kantuta
Elle pousse là où le soleil inonde les yeux, roi majestueux
Où la terre craque et se dessèche comme peau de montagne
Elle boit la lumière et caresse la terre mère

Survivante

Elle vit et survit, comme Julia qui marche
Marche les collines gracieuses et les cimes arides qui
adviennent
Le long de son chemin de femme, de mère et de grand-mère
Un pas le vert
Un autre le jaune
Et puis le rouge
Un buisson plein de vie et de mystère
Qui porte comme Julia la perle du temps

On l’appelle Ceibo
Ceibo qui parle, Ceibo qui crie,
qui s’expose comme bouche ouverte
Explose en mille langues, mille chairs
Brûlant de se dire et d’exister

Karai parle, lui
Il ouvre la bouche et revendique la terre, la langue
Souligne l’injustice
Exige l’action
Et infusées par son courage, fleurissent une à une les voix
rouges de la fougue et de l’indignation
Basta

Et que vienne la guérison

Et voici Asclépiade

Elle est, elle, à la fois d’ici et de là-bas
Là-bas où l’hiver est printemps éternel
Ici où l’été naît toujours neuf alors qu’on ne l’attend plus
Partout et nulle part, où les saisons traversent les tristesses
Ses fils de soie tissent l’univers
Son nectar nourrit, sa chair construit

Comme ses petits bouquets d’espoir
Comme ses filaments délicats
Miguel, Paola, Livia et Aurel
Chenilles de sagesse
Tissent le monde et ce qu’il advient
Faisant confiance à sa beauté
Grande comme champ infini
De fleurs et de papillons

Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.



Illustration par Simone Philpot

Ayant d’abord œuvré dans le domaine de la coopération internationale, en Amérique latine en particulier, **Simone Philpot** a ensuite cheminé vers le monde du logement communautaire à Montréal. Passionnée par la culture, spécialement par le potentiel du rapprochement interculturel et par la force de la création artistique, elle a entamé une réorientation professionnelle, et travaille aujourd’hui comme médiatrice culturelle, en plus de nourrir une démarche de création hétérogène, en arts littéraires et en arts visuels notamment.

Mexique : Industrie minière, pandémie et enrichissement. À qui bénéficie la crise sanitaire?

Entrevue avec Libertad Díaz Vera

Rosalinda Hidalgo

Traduction par Annabelle Bricault

« Deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, nous avons vu comment le grand capital a pu profiter des restrictions sociales imposées au nom de notre santé et de notre sécurité pour se positionner plus fortement aujourd’hui et dans l’avenir. Cependant, le secteur pharmaceutique n’est pas le seul à tirer profit de la crise sanitaire. Elle semble également être taillée sur mesure pour le secteur minier ».

C’est ainsi que commence le rapport « La lutte pour l’essentiel : Les expériences de luttes contre l’industrie minière au Mexique »¹ que le Réseau mexicain des personnes affectées par l’exploitation minière (REMA) a publié cette année dans le cadre d’une recherche collective qui dénonce et analyse la manière dont l’industrie minière s’est enrichie durant les premiers mois de la pandémie au Mexique. Le REMA est un mouvement composé de communautés qui luttent contre le modèle minier extractif au Mexique et dénoncent les impacts cruels de ces projets sur leurs territoires.

L’année 2020 a marqué l’humanité tout entière. Bien que beaucoup de personnes ont souffert de mala-

dies et étaient confrontées à la crise économique, au chômage et aux conséquences sociales du confinement sur la santé mentale, les entreprises minières, elles, se sont enrichies et se sont installées dans les territoires du Mexique.

Dans cet article, nous nous entretenons avec l’une des membres du REMA, Libertad Díaz Vera, une militante bien connue et l’auteur du rapport, pour discuter de cette situation :

Je m’appelle Libertad Díaz Vera et je fais partie du Réseau mexicain des personnes affectées par l’exploitation minière (REMA). Je suis agente de liaison au Chiapas et, avec mes collègues Jen Moore et Miguel Mijangos, nous avons travaillé sur ce rapport. Il fait partie d’un autre rapport beaucoup plus vaste intitulé « Sans répit, résistances pour la vie et le territoire contre la COVID-19 et la pandémie minière » (« *Sin tregua, resistencias por la vida y el territorio frente al COVID-19 y la pandemia minera* ») qui présente 16 études de cas dans neuf pays d’Amérique latine. Nous avons réalisé ce rapport avec la Coalition contre la pandémie minière.

Le discours minier en tant que service essentiel

Ce que nous documentons dans ce rapport, c’est que le lobby minier exerce un grand

pouvoir à la Chambre des mines du Mexique et auprès des sociétés minières en général, afin de réactiver leurs activités économiques immédiatement après l’urgence sanitaire, mais aussi pour renforcer le discours sur l’importance et le caractère essentiel de l’activité minière pour le Mexique.

Ce discours est évidemment aussi promu par le gouvernement mexicain. Cela montre que ce dernier est déterminé à continuer d’encourager cette activité, même s’il existe de nombreuses preuves qu’elle entraîne des impacts sanitaires et environnementaux pour les communautés affectées.

Ce rapport contient des témoignages de villageois-es qui racontent comment la santé n’était pas essentielle pendant la pandémie, par exemple dans le cas de la communauté de San Miguel, située dans la municipalité de Zimapán, dans l’État d’Hidalgo. Là-bas, ils ont déclaré que la peur et la maladie liées à la proximité de l’aire de séchage du plomb et des digues de résidus pleines d’arsenic et d’autres métaux lourds, étaient plus fortes que la possibilité d’être infecté-e par la COVID-19. En juillet 2020, la société minière dirigée par Industrias Peñoles a été rachetée par la société minière canadienne Santacruz Silver Mining, qui n’a rien fait pour changer ses pratiques de pollution.



Photographie par Christian González

Libertad s’exprime sur ce que signifie le fait que l’activité minière au Mexique soit devenue essentielle.

Considérer l’extractivisme minier comme essentiel signifiait également qu’il pouvait se soustraire à ses responsabilités face à la crise environnementale qu’il provoque et aussi face à tous les graves problèmes de santé causés dans les villes et les communautés du Mexique. Pendant la pandémie, par le biais de leurs relations publiques, ils [les compagnies] ont fait des dons d’équipements médicaux et de protection comme des masques et des gels alcoolisés.

Cela leur permettait de faire de la publicité dans les communautés et de générer toute une campagne d’apparente préoccupation pour la santé publique. Il nous semble important de le signaler parce que cela ne fait que générer une évasion de leur responsabilité pour la crise environnementale et pour la santé des gens.

Outre le lobby minier et la pression politique exercée par les entreprises sur les responsables gouvernementaux qui cèdent souvent à un système de corruption, des facteurs internationaux ont contribué à consolider l’activité minière comme activité stra-

tégique. Nous faisons référence à la renégociation, en 2020, de l’Accord de libre-échange entre le Mexique, le Canada et les États-Unis désormais appelé ACEUM. L’une des sections les plus importantes de cet accord est de faciliter le développement des entreprises minières par le biais de concessions d’exploitation et d’exploration, c’est-à-dire une entrée sans embûche sur le territoire mexicain. Le deuxième facteur est de nature internationale, mais a un impact sur les populations. Il s’agit de la hausse des prix de l’or, de l’argent, du lithium et du cuivre en raison de l’incertitude financière créée pendant la pandémie.

Considérer l’extractivisme minier comme essentiel signifiait également qu’ils pouvaient se soustraire à leurs responsabilités face à la crise environnementale qu’il provoque et aussi face à tous les graves problèmes de santé causés dans les villes et les communautés du Mexique.



Photographie par Beatriz Millon

Malgré de nombreuses irrégularités dans les opérations minières, rien n’a été fait par les institutions de l’État pour y mettre fin. Pendant ce temps, les entreprises se présentent comme « le moyen de subsistance de la municipalité et des fournisseurs de travail ». Cependant, selon un représentant de Comunidades Unidas de Zimapán : « Ce sont les personnes migrantes [membres des familles de la communauté] qui laissent des millions de pesos [en transferts de fonds] à la communauté, alors que les sociétés minières laissent derrière elles des millions de tonnes de déchets toxiques ».

Les impacts de la stratégie « Restez chez vous » et l’avancée de la militarisation dans les territoires

Pendant la pandémie, la crise sanitaire au Mexique a été l’une des pires du continent. Le nombre de personnes infectées au cours de ces deux années s’est élevé à près de 4 millions de personnes et le nombre de décès dus à la COVID a été d’environ 400 000 personnes. À cet égard, nous nous demandons si la stratégie « Restez chez vous » a été efficace et qui en a bénéficié. Libertad nous explique :

La stratégie « Restez chez vous » génère trois points importants pour nous.

Le premier est l’arrêt des activités judiciaires pour les communautés affectées par l’extractivisme minier et d’autres mégaprojets. Cela entraîne le report et le ralentissement de nombreuses procédures que les communautés menaient en termes d’accès à la justice.

Cette campagne de distanciation qui dure de nombreux mois a aussi poussé les communautés à ne plus s’organiser, à se distancier et à éloigner leurs réseaux les uns des autres. De plus, elle génère des niveaux de violence record : nous avons enregistré 36,776 meurtres liés directement ou indirectement au crime organisé. Seulement en 2020, nous avons noté une augmentation de 67 % de la criminalisation et des assassinats de défenseur·e·s de la terre et du territoire, en particulier 30 assassinats durant cette période.

L’un des faits qui a attiré notre attention sur la manière dont ces projets

sont protégés est la participation de la Garde nationale. Libertad nous en dit un peu plus à ce sujet :

Pendant cette période de distanciation sociale, le gouvernement mexicain renforce sa stratégie de militarisation, notamment en déployant près de 100 000 membres de la Garde nationale sous la direction du ministère de la Sécurité et de la Protection des citoyens pour aider à protéger les entreprises minières. Rappelons qu’également pendant la pandémie, il y a des projets extractifs qui ne se sont pas arrêtés. Par exemple, la Garde nationale est déployée pendant la création du Train maya et le projet du Corridor Transisthmique. C’est évidemment pour la protection des projets extractifs, pas pour les citoyen·ne·s, et surtout pas pour les défenseur·e·s que la Garde nationale est déployée.

Dans ce contexte de violence au Mexique, où il a été prouvé que la militarisation des territoires ruraux apporte encore plus de violence, il importe de se demander pourquoi le gouvernement de Lopez Obrador a créé une police minière et quels impacts elle aura sur les communautés.

En 2020, il y avait 118 troupes fédérales avec une formation militaire sous la direction du Service fédéral de protection. Cela s’appelait le Secrétariat de la sécurité et de la protection des citoyens ainsi que la Police des mines. C’était un effort qui justifiait la protection des industries clés et des activités essentielles. Il a été dit que c’était pour aider à réduire le vol de minerais pendant la distanciation, donc la police minière a renforcé la criminalisation et la délégitimation des défenseur·e·s. Toute une stratégie militaire est créée pour la protection des projets extractifs. Ils ont créé ainsi l’image que ce sont les

défenseur·e·s et les communautés qui menacent l’exploitation minière, et non l’inverse.

Quel avenir devons-nous construire pour une vie plus digne?

Les communautés et les organisations sociales comme ailleurs sur le continent ont été particulièrement actives face à la pandémie de la COVID-19. S’adaptant rapidement et créant de nouvelles formes de résistance, elles ont déployé une grande diversité d’actions au sein même des communautés pour prendre en charge leur propre santé.

Dans ce rapport que nous vous invitons à lire, nous documentons une grande partie de l’effort réalisé par les communautés dans cette période de distanciation et la campagne « Restez chez vous ». Comme mentionné précédemment, l’activité minière était définie comme une priorité essentielle durant cette période. Le manque d’accès à la justice était très évident et la violence a beaucoup augmenté dans les territoires. Il y a beaucoup de témoignages sur la préoccupation réelle et légitime des communautés pour la santé, et vous pourrez lire sur les efforts d’organisation dans les communautés. Pendant que ces dernières s’occupaient de leur situation sanitaire, elles géraient aussi des urgences et les nombreux décès de membres de la famille et des membres des mouvements de lutte. Elles se préoccupent donc toujours de leur santé.

En guise de conclusion, Libertad nous fait part de ses dernières réflexions :

Ce sont les communautés et les peuples en résistance contre l’exploitation minière qui démontrent leur grande capacité de soins ainsi que leur défense du droit à la santé et à l’alimentation.

L’inquiétude est grande face à la crise environnementale que nous traversons et les questions sont nombreuses. Je pense que ces réflexions sur ce que nous voulons pour l’avenir de nos communautés, des enfants et des jeunes, les territoires et la vie que nous voulons leur laisser, c’est la chose la plus importante que nous devons sauver.

Regardez maintenant ceux qui défendent le territoire, ceux qui sont préoccupés par la santé. Récupérons l’espoir, l’énergie et l’organisation pour faire plus, pour donner plus de vie à ce monde et faire face à cette crise environnementale. Cela me semble être la chose la plus importante et c’est ça que nous voulons. Appelez les autres luttes à continuer dans ces réflexions et à continuer à partager les alternatives générées par les communautés pour une vie plus digne.



Notes

1 Réseau mexicain des personnes affectées par l’exploitation minière (REMA) (2022). La Lucha por lo esencial : Las experiencias de luchas contra la minería

en México. En ligne : https://ia902502.us.archive.org/2/items/la-lucha-por-lo-esencial_202205/LA%20LUCHA%20POR%20LO%20ESENCIAL.pdf



Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2022 © Tous droits réservés. Reproduction et partage interdits.

Illustration par François Émond

Choya¹, c’est aussi moi

Ana Chayle

Traduction par Éva Mascolo-Fortin

C’est moi, qui ai parcouru ses chemins et roulé à bicyclette sur ses sentiers

C’est moi, qui ai adouci mon maté avec du *larca* apporté des montagnes par des élèves de ma mère

C’est moi, qui me suis rafraîchie dans ses eaux, dans les ondulations de sa rivière

C’est moi, qui ai savouré ses prunes et me suis délectée des magnifiques orangés d’un crépuscule d’été

C’est moi, qui ai parlé avec ses habitant·e·s, parlé de la terre, de la vie, du travail, et qui plus tard ai vu leurs larmes quand le souvenir des balles a fait feu, à répétition, dans leur mémoire

Pour tout cela, Choya, c’est aussi moi.

Choya soy también yo

Soy yo, porque caminé sus senderos y trepé en bici sus caminos;

soy yo, porque endulcé mis mates con larca que los alumnos de mi mamá le traían del cerro;

soy yo, porque me refresqué en sus aguas, que saltan en su río;

soy yo, que saboreé sus ciruelos y me deleité con un hermosísimo arbol un verano;

soy yo, porque conversé con su gente hablando de la tierra y la vida y el trabajo, y más tarde vi sus lágrimas cuando el recuerdo de las balas estallaban, repetidas, en su memoria.

Por todo esto, Choya soy también yo.

Note

1 Choya est une commune rurale d’Andalgalá, dans la province de Catamarca en Argentine. La population s’est mobilisée contre le projet MARA de l’entreprise minière canadienne Yamana Gold, qui met à risque sa source d’eau, le río Choya, et a fait face à une importante répression policière en mai 2022.

Ana Chayle est communicatrice populaire et membre de l’Asamblea el Algarrobo, Argentine.

Des territoires sans exploitation minière !

Traduction par Cécile Loriato

Le Front populaire de défense du Soconusco (Frente Popular en Defensa del Soconusco, FPDS) est une organisation de paysans et paysannes de Acacoyagua, dans le Chiapas, au Mexique. Elle s'est formée en 2015 pour défendre la santé de la population et la Terre-Mère contre la pollution due à l'installation dans la région de quatre projets miniers d'extraction d'ilménite et de rutile. Grâce à son travail d'information et de dénonciation, l'organisation a imposé trois déclarations consécutives de « Municipalité sans exploitation minière » dans diverses administrations de la ville de Acacoyagua, et a rédigé cinq procès-verbaux d'assemblées sur les *ejidos*¹ et biens communaux où est inscrite l'interdiction de toute activité liée à l'extraction minière.

En 2020, le FPDS a reçu le 2^e Prix environnement « Mariano Abarca », une reconnaissance créditée par 30 organisations nationales et internationales pour son implication importante dans la lutte pour la défense de la terre dans la région côtière du Chiapas.

Aujourd'hui, le FPDS s'est aussi engagé à dénoncer le « Couloir transisthmique » qui envisage d'établir des pôles logistiques et commerciaux pour des zones industrielles et qui inclut des projets énergétiques comme le gazoduc Istmo-Escuintla au Guatemala, des constructions de routes et de voies ferrées, ainsi que l'exploitation de biens naturels pour la matière première.

L'équipe du CDHAL tient à remercier le FPDS et le Réseau mexicain des personnes affectées par l'exploitation minière (REMA) pour l'illustration partagée avec nous.

Notes

¹ Les *ejidos* mexicains sont des communautés constituées sur les terres des grands domaines qui ont été redistribuées lors de la réforme agraire qui a suivi la révolution mexicaine de 1910-1917.

Prochains numéros de Caminando

L'Amérique latine est une région du monde particulièrement touchée par les activités minières canadiennes. Contrairement au discours que tient l'État canadien, les opérations de ces entreprises sont liées à un grand nombre de violations de droits humains et d'impacts sur les territoires en Amérique latine. Les deux prochains numéros de Caminando, prévus en 2023, visent à rendre visible la situation de violation systémique des droits de la part des industries minières canadiennes en Amérique latine et à documenter les mouvements de résistance menés par les communautés affectées.

Pour plus d'informations : www.caminando.ca | caminando@cdhal.org | facebook.com/revuecaminando

Illustration par Isaí Robledo González

ACACOYAGUA LIBRE DE MINERÍA



**Ejidos, Bienes Comunes y Rancherías
Por la defensa de los ríos y la madre tierra
¡Fuera los proyectos extractivos de la costa!**

Facebook: @frentesoconusco @REMAMX

Comité de solidarité internationale du CCMM-CSN

Solidaires des luttes et des mouvements sociaux
pour une réelle transformation sociale!

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN **CSN**

**cmté
solidt
intl**

facebook.com/csi.ccmm.csn



Le CDHAL tient à remercier sincèrement
la Société des Missions-Étrangères du Québec
qui appuie financièrement la production de Caminando,
ainsi que son volet promotion et développement.

REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES

ARTS VISUELS
CINÉMA
CRÉATION LITTÉRAIRE
CULTURE ET SOCIÉTÉ
HISTOIRE ET PATRIMOINE
LITTÉRATURE
THÉÂTRE ET MUSIQUE
THÉORIES ET ANALYSES



Graphisme et illustration: Anne-Julie Dudemaine

sodep
revues culturelles
québécoises

[SODEP.QC.CA](https://sodep.qc.ca)



**Rendez-vous au www.caminando.ca
et utilisez le code promotionnel ci-dessous
pour obtenir 15 % sur le prix de votre abonnement**

caminando15

Les mobilisations et luttes sociales en Amérique latine, secouée comme ailleurs par la pandémie et ses multiples restrictions, ont connu de profonds changements depuis mars 2020. L'incertitude alimentaire, économique et environnementale qui se dessine à travers le monde s'ajoute dorénavant à ce panorama. Dans ce contexte, auquel s'ajoute une nouvelle effervescence sur le plan politique dans de nombreux pays d'Amérique latine, les mobilisations populaires ont dû se transformer et se réinventer. Comment les communautés et leurs luttes s'adaptent-elles et quelles sont leurs revendications? Comment les mouvements sociaux s'organisent-ils et comment surmontent-ils les obstacles et défis qui se présentent? Ce numéro de Caminando présente un aperçu de la conjoncture et des mobilisations sociales et politiques de différents pays d'Amérique latine et contribue à la réflexion sur la transformation des luttes pour la vie et l'environnement depuis le début de la pandémie.



Illustration : Liana Perez



Comité pour les droits humains en Amérique latine
2534 rue Dandurand
Montréal (Québec) H1Y 1S1 Canada
caminando@cdhal.org
www.caminando.ca

ISBN 978-2-9819822-6-1



9 782981 982261